

---

## L'Église de Belgique et la repentance à l'égard des Juifs

Thérèse Hebbelinck

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/596>

DOI : 10.4000/cmc.596

ISSN : 2684-3080

### Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 89-134

ISSN : 1377-1256

### Référence électronique

Thérèse Hebbelinck, « L'Église de Belgique et la repentance à l'égard des Juifs », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 9 | 2010, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/596> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.596>

---

Les Cahiers de la mémoire contemporaine

## L'Église de Belgique et la repentance à l'égard des Juifs

Thérèse Hebbelinck

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'idée communément admise était que l'Église de Belgique avait fait son devoir envers les Juifs victimes des persécutions nazies. Ce sentiment de "devoir accompli" était encouragé par les plus hautes autorités de la communauté juive qui, dès la Libération, avaient témoigné leur reconnaissance à l'Église, ce qu'avait fait notamment le grand rabbin de Belgique Salomon Ullmann envers le cardinal Joseph-Ernest Van Roey, primat de Belgique et archevêque de Malines-Bruxelles.

Mais « le propre de la mémoire est d'évoluer au gré des générations qui se succèdent », écrivait Maxime Steinberg, historien belge spécialiste de la persécution des Juifs en Belgique. Il concluait son article consacré à la position de l'Église de Belgique et des chrétiens dans la "solution finale" en disant : « Il n'est pas sûr qu'à son tour, la catholicité belge n'en arrive pas, comme l'Église de France en 1997, à se demander si des gestes de charité et d'entraide suffisent à honorer les exigences de la justice et le respect des droits de la personne humaine »<sup>1</sup>. Cet article daté de 1999 reprenait une partie de l'étude publiée en 1998 *Un pays occupé et ses Juifs. Belgique entre France et Pays-Bas*<sup>2</sup>. Alors que l'historien belge s'interrogeait sur une éventuelle remise en question de l'Église de Belgique concernant son rôle pendant la Shoah et la persécution des Juifs, la Commission nationale catholique pour les Relations avec le Judaïsme (CNCJ) tentait de trouver une voie pour encourager l'Église de Belgique à faire une déclaration de repentance.

Ce souci de demander pardon aux Juifs pour les silences et/ou l'attitude des instances ecclésiastiques pendant la guerre n'était pas uniquement la préoccupation de la Belgique. En effet, cette volonté de

---

<sup>1</sup> M. Steinberg, « Le silence de l'Église et les actes des Chrétiens face à la solution finale en Belgique occupée », dans F. Maerten e.a. (éd.), *Entre la peste et le choléra. Vie et attitude des catholiques belges sous l'occupation*, Gerpennes, 1999, p. 261.

<sup>2</sup> M. Steinberg, *Un pays occupé et ses Juifs. Belgique entre France et Pays-Bas*, Gerpennes, 1998, pp. 63-77.

faire repentance s'inscrivait dans une démarche globale de l'Église universelle, souhaitée et encouragée par le souverain pontife. À la veille du Grand Jubilé de l'an 2000, le pape Jean-Paul II souhaitait engager l'Église catholique dans une procédure de « purification de la mémoire », selon son expression.

Cette préoccupation du pape de faire le “ménage” à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle était révolutionnaire pour l'Église, dont la majorité des membres avait grandi avec l'idée de l'infaillibilité du magistère. Au printemps 1994, le pape avait proposé, en prévision du jubilé, un examen de conscience auquel étaient invitées à participer toutes les communautés chrétiennes. Dans sa lettre apostolique *Tertio Millennio Adveniente*, il expliquait qu'il souhaitait que le jubilé soit l'occasion pour l'Église de purifier sa mémoire de « toutes les formes de contre-témoignages et de scandale » auxquels s'étaient livrés des fils de l'Église au cours du millénaire passé, notamment en ce qui concernait l'antisémitisme<sup>3</sup>.

Le long processus de vérité entamé en 1994 par le pape Jean-Paul II trouva son apothéose au cours de la liturgie eucharistique du premier dimanche de carême de l'année 2000, le 12 mars, célébrée en la basilique Saint-Pierre de Rome. À cette occasion fut lue l'intention suivante concernant le peuple juif : « Prions pour que, dans le souvenir des souffrances endurées au cours de l'histoire par le peuple d'Israël, les chrétiens sachent reconnaître les péchés commis par nombre des leurs contre le Peuple de l'Alliance et des bénédictions, et ainsi purifier leur cœur ». Ce texte est celui qui fut déposé par le pape dans le mur occidental du Temple de Jérusalem quelques jours plus tard, le 26 mars, lors de son voyage en Terre sainte.

Encouragés par le chef de l'Église, de nombreux évêchés engagèrent leurs fidèles dans une démarche de demande de pardon à l'égard des Juifs<sup>4</sup>. Les déclarations de repentance les plus connues sont celles des évêchés polonais et allemand et surtout celle de l'Église de France. Nous y reviendrons.

---

<sup>3</sup> Jean-Paul II, « Lettre apostolique *Tertio Millennio Adveniente* », dans *Documentation catholique*, n° 2105, 4.12.1994, pp. 1017-1032 ; cf. L. Accatolli, *Quand le pape demande pardon*, Paris, 1997, pp. 20, 77-88 ; B. Lecomte, *Jean-Paul II. Biographie*, Paris, 2003, pp. 522-540.

<sup>4</sup> Pour les textes de repentance des différents évêchés européens, cf. le site du Sidic Rome, voir *Documents en lignes, documents catholiques* : <http://www.sidic.org/fr/docOnLineCat2.asp> (consulté le 16.10.2009).

## **Les catholiques de Belgique en route vers le jubilé de l'an 2000 avec l'Église universelle**

Que fut-il fait en Belgique ? On trouva dans ce pays certaines personnes qui, bien avant le jubilé de l'an 2000, souhaitèrent encourager l'Église à demander pardon aux Juifs. Pourtant, si cette volonté de « purifier la mémoire » était bien présente dans le cœur de celles-ci, une démarche concrète de repentance ne vit jamais le jour. La Belgique est en effet le seul pays de l'Europe occupée à ne pas avoir fait de déclaration de repentance. Pourquoi ce silence de l'épiscopat ? Telle est la question que se sont posée de nombreuses personnes. Cet article ne prétend pas apporter une réponse unique à cette question complexe mais propose de donner des pistes de réflexion. Par ailleurs, il montrera que bien qu'il n'y ait pas eu de démarche de repentance, l'épiscopat belge et la CNCJ ont partagé par des gestes et par des paroles les initiatives prises par les épiscopats d'autres pays dans ce domaine.

Pour aborder cette question de la repentance de l'Église de Belgique à l'égard des Juifs, nous proposons tout d'abord de rappeler quelle fut l'attitude des catholiques belges, mais surtout de l'épiscopat belge, pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour ce faire, nous aurons recours aux études menées dans ce domaine. Ensuite, nous montrerons en quoi cet événement de la Shoah fut un « choc pour les consciences chrétiennes » et le départ d'une réflexion de l'Église universelle sur ses relations avec le monde juif. Nous insisterons sur la réflexion de l'Église concernant l'antisémitisme et la Shoah et nous évoquerons rapidement les textes importants du magistère et leur position sur ces questions. Ces rappels préalables nous permettront ensuite de plonger au cœur de notre sujet, à savoir la question de la repentance de l'Église belge. S'il y eut des démarches concrètes pour solliciter une demande de pardon des évêques belges autour des années 1997-1999, nous verrons qu'on relève aussi quelques tentatives antérieures pour encourager l'Église à demander pardon aux Juifs.

Cet article n'abordera pas la question de l'affaire du carmel d'Auschwitz, qui mit en lumière les difficultés du dialogue entre Juifs et catholiques en Belgique des années 1985 à 1993. Les raisons de ce silence sont doubles. Tout d'abord, il faut savoir que la volonté du pape Jean-Paul II d'introduire l'Église dans une démarche de repen-

tance à l'égard des Juifs date du début de son pontificat et est donc bien antérieure à l'affaire du carmel d'Auschwitz<sup>5</sup>. Bien sûr, cette affaire fut l'occasion pour l'Église de mener une réflexion approfondie sur la Shoah qui aboutit au document romain de 1998 *Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah*, mais il n'entre pas dans notre propos d'expliquer les circonstances qui ont vu naître ce texte. La deuxième raison de ce silence est que notre étude se veut centrée sur la question de la repentance. Nous proposerons ultérieurement une réflexion spécifique sur l'Église de Belgique et l'affaire du carmel d'Auschwitz.

### **Persécutions des Juifs et attitude de l'Église de Belgique**

Envahie par les Allemands le 10 mai 1940, la Belgique capitula le 28 mai 1940 et devint un territoire occupé. Au lendemain de sa défaite, le pays dut mettre son potentiel économique et démographique au service des Allemands afin d'épargner les effectifs de ces derniers. Le pays – dont le gouvernement s'exila à Londres – se trouva entre les mains des secrétaires généraux des différents ministères. Contrairement à la France de Vichy, qui collabora avec les nazis, les secrétaires généraux n'étaient pas, en tant qu'institution, ralliés à l'Ordre nouveau. Pourtant, l'appareil administratif et policier belge, bien qu'il disposât d'une marge de manœuvre – selon le rapport final du CEGES (Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines) paru en février 2007 – s'accommoda des tâches imposées par les Allemands et pratiqua une politique de « collaboration maximale » avec l'occupant allemand, et cela au mépris de la Constitution<sup>6</sup>. L'administration belge rendit possible, par exemple, la réalisation du “fichier juif” en permettant l'enregistrement des Juifs dans les administrations communales.

Plusieurs articles et études sur le sujet l'ont montré : la politique menée avec l'occupant allemand par les secrétaires généraux pendant la guerre fut celle du “moindre mal” et les Allemands acceptèrent que

---

<sup>5</sup> Entretien avec le cardinal Jean-Marie Lustiger, 24.06.2006.

<sup>6</sup> Cf. R. Van Doorslaer (éd.), *La Belgique docile. Les autorités belges et la persécution des juifs en Belgique durant la seconde guerre mondiale*, 2 vols., Bruxelles, 2007.

les Belges exécutent de manière passive leur législation antisémite<sup>7</sup>. Mais quelle fut l'attitude de l'Église belge des années 1940 à 1945 ?

La Belgique de 1940 était encore majoritairement catholique. Pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'Église occupait encore une place privilégiée dans la société belge malgré la progression de la laïcisation et de la sécularisation. Au moment de la guerre, l'institution ecclésiastique fut la seule structure que l'occupant ne tenta pas de modifier. Bien qu'il rejetât totalement les théories nazies et la collaboration avec le nouveau régime, l'épiscopat belge souhaitait avant tout éviter les confrontations ouvertes avec l'ennemi. L'Église était prête à trouver un *modus vivendi* avec l'occupant afin de garder le contrôle sur les institutions religieuses de son ressort et de préserver son pouvoir. Ce mode de fonctionnement convenait très bien à l'occupant, qui voyait dans l'Église un pouvoir moral de poids pour maintenir la paix et l'ordre dans le pays. Tant que l'occupant ne s'immisça pas dans les questions religieuses, le cardinal Van Roey, primat de Belgique, opta pour une attitude modérée, appréciée par la *Militärverwaltung*. On sait par exemple que l'archevêque entretenait des relations diplomatiques secrètes avec l'occupant afin que l'administration allemande puisse faire des concessions sans perdre la face. Cette politique du "moindre mal" poursuivie par le cardinal permit d'une part aux catholiques de poursuivre leur action, protégeant ainsi la majorité des croyants de la collaboration, et d'autre part aux organisations catholiques de sauver davantage de Juifs. Mais cela ne dura qu'un temps. À partir du moment où la population belge commença à s'agiter suite aux pressions croissantes exercées par l'occupant, le primat de Belgique réagit. Un changement se manifesta en 1942. Cependant, jusqu'en 1943 le cardinal Van Roey ne protesta pas ouvertement contre les nazis. Le 15 mars 1943, une lettre pastorale de l'Église dénonçant le vol des cloches et le travail obligatoire changea la donne. Cette lettre causa une rupture temporaire des relations entretenues par l'épiscopat avec la *Militärverwaltung* et marqua la fin de la politique du "moindre mal" dans l'Église de Belgique<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> M. Steinberg, *Un pays occupé et ses Juifs...*, pp. 28-30.

<sup>8</sup> M. Van den Wijngaert, « L'Église et les catholiques sous l'occupation. L'angle belge », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, pp. 9-20.

Cette politique du “moindre mal” fut-elle aussi appliquée par l’Église de Belgique à l’égard des Juifs pendant la guerre ? Suite à un colloque international organisé en 1995 par le CEGES sur le thème *Société, culture et mentalités – L’impact de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, un ouvrage collectif *Vie et attitude des catholiques belges sous l’occupation* fut publié. Dans le dernier chapitre, différentes contributions nous éclairent sur « L’Église et la question juive »<sup>9</sup>. Elles nous aideront à retracer à grands traits ce que fut l’attitude de l’Église catholique, de son épiscopat et de ses fidèles à l’égard des Juifs pendant l’occupation.

Avant la guerre, le cardinal Van Roey s’était prononcé contre le national-socialisme, rejetant les théories nazies basées sur le sang et la race, mais il le faisait de manière très théorique et abstraite sans prendre position officiellement. Il évoquait l’égalité des races dans le « corps mystique du Christ »<sup>10</sup>. Un autre exemple de son attitude « conciliatrice » est sa demande adressée en 1938 au Bureau catholique pour Israël (BCI) de cesser ses activités. Ce Bureau avait été créé en 1936 pour combattre l’antisémitisme dans les milieux catholiques. En interdisant la poursuite de son action, le cardinal souhaitait sauvegarder la paix et la cohésion sociale car, selon la version officielle, l’activité menée par ces catholiques attisait des passions<sup>11</sup>.

Contrairement au primat de Belgique, l’évêque de Liège, Mgr Louis-Joseph Kerkhofs, ne s’accommodait pas de l’occupation allemande et incitait ses fidèles à ne pas accepter cette agression. Avant le début des hostilités allemandes, il s’était aussi opposé à toute politique raciale. Sur ce terrain, il agit avec discrétion. Aucune de ses lettres pastorales n’aborda la question des persécutions raciales ; pourtant, comme nous le verrons, personne ne mit en cause son silence au vu de l’activité qu’il déploya en faveur des Juifs pendant la guerre<sup>12</sup>.

Comme signalé ci-dessus, après la capitulation de l’armée belge le 28 mai 1940, le cardinal Van Roey reconnut rapidement l’occupant alle-

---

<sup>9</sup> F. Maerten e.a. (éd.), *op.cit.*

<sup>10</sup> G. Jucquois et P. Sauvage, *L’invention de l’antisémitisme racial. L’implication des catholiques français et belges (1850-2000)*, Louvain-la-Neuve, 2001, pp. 178-189.

<sup>11</sup> L. Saerens, « L’aide des catholiques aux juifs dans l’archevêché de Malines », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, p. 220.

<sup>12</sup> F. Matteazzi, « L’attitude du clergé face à la Shoah dans le diocèse de Liège », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, pp. 183-184.

mand. La « politique d'accommodation » qui était celle de l'Église de Belgique avec l'occupant se vérifia dès le mois d'octobre 1940. À ce moment furent promulguées les premières ordonnances antijuives, mais l'Église ne réagit pas publiquement à ces mesures discriminatoires<sup>13</sup>. Cependant, bien qu'il ne prît pas position officiellement vis-à-vis des dispositions édictées à l'encontre des Juifs, le cardinal Van Roey ne resta pas insensible au sort de ces derniers. Lorsqu'en décembre 1940, des Juifs furent déportés d'Anvers vers le Limbourg, le cardinal s'efforça de leur venir en aide de manière discrète. À cette occasion, il reçut une lettre du grand rabbin de Belgique, Salomon Ullmann, le remerciant pour « les démarches que Votre Éminence a bien voulu entreprendre en faveur des personnes touchées par les dernières mesures d'expulsion à Anvers »<sup>14</sup>.

Lorsque les déportations juives débutèrent en 1942, le cardinal intervint par l'intermédiaire de son secrétaire Edmond Leclef auprès de la *Militärverwaltung*, demandant qu'il y ait quatre catégories d'exemptions : les catholiques d'origine juive, les Juifs de nationalité belge, les Juifs mariés à des catholiques, « les jeunes filles juives qui couraient de grands risques en étant séparées de leur famille ». On lui fit savoir que seul le critère de la race – et non de la religion – entrait en ligne de compte dans les déportations, mais on lui promit de ne pas réquisitionner les Juifs belges. Le lendemain, le cardinal écrivit au cardinal Luigi Maglione – secrétaire d'État du Vatican de 1939 à 1944 – informant Rome des traitements « vraiment inhumains » infligés aux Juifs. Il spécifiait que les catholiques d'origine juive étaient eux aussi soumis à des mesures, bien qu'il ait tenté d'obtenir qu'elles soient atténuées. L'archevêque fut remercié pour ces démarches par le Consistoire central israélite de Belgique (CCIB) le 12 août<sup>15</sup>. Mais l'occupant ne respecta pas la parole qu'il avait donnée et Edmond Leclef apprit qu'il devait s'adresser à la Gestapo. Rapportant cela au cardinal, ce dernier

<sup>13</sup> M. Van den Wijngaert, « Les catholiques belges et les juifs durant l'occupation allemande 1940-1944 », dans *Les Juifs de Belgique. De l'immigration au génocide. 1925-1945*, Bruxelles, CREHSGM, 1994, pp. 121-127.

<sup>14</sup> *Le cardinal van Roey et l'occupation allemande en Belgique – Actes et documents publiés par le chanoine Leclef*, 29.12.1940, Bruxelles, Goemaere, 1945, pp. 229-230. Remarque : ces actes et documents ont été publiés par le secrétaire privé du cardinal, Edmond Leclef. Il s'agit donc de rester vigilant par rapport à la version partisane que pourrait chercher à nous donner ce dernier.

<sup>15</sup> *Le cardinal van Roey et l'occupation allemande en Belgique...*, pp. 232 et 234.



« jugea que toute démarche ultérieure serait inutile »<sup>16</sup>. L'archevêque de Malines ne se tourna pas vers la Gestapo, bien qu'on lui ait fait savoir que la déportation des Juifs en dépendait, mais il écrivit une nouvelle fois au cardinal Maglione (18.12.1942). Dans sa lettre, il lui disait que les déportations se poursuivaient avec brutalité et cruauté, de sorte que la population belge en était révoltée. Il ajouta qu'il était intervenu à plusieurs reprises, mais en vain : « même des Juifs convertis et baptisés n'ont pas été ménagés »<sup>17</sup>.

Malgré ces démarches auprès du Vatican, le primat de Belgique n'intervint pas pour condamner publiquement les déportations des Juifs. D'après une lettre écrite par Albert Van den Berg, un avocat liégeois, à Mgr Kerkhofs, le cardinal s'était demandé s'il devait ou non adresser une protestation publique à l'encontre des rafles de Juifs. Mais il s'en était abstenu pour différentes raisons : le fait que les Allemands avaient déclaré ne vouloir s'occuper que des Juifs allemands ; la constatation que les autorités n'avaient pas pris acte des protestations antérieures ; enfin, la crainte du cardinal Van Roey que les enfants soient victimes des conséquences d'une protestation<sup>18</sup>.

Menahem R. Macina, alors maître de conférence à l'Université catholique de Louvain (UCL), ne relève qu'une seule prise de position publique de l'épiscopat belge : l'appel lancé le 15 octobre 1942 par l'évêque de Liège, Mgr Kerkhofs, à son clergé pour qu'il apporte une « aide aux enfants les plus faibles de la ville », invitation qu'il réitéra en juin 1943<sup>19</sup>. On notera que Mgr Kerkhofs ne cite pas les Juifs, mais on est tenté d'y voir – comme le souligne l'historienne Florence Matteazzi – un appel à l'aide pour les enfants juifs<sup>20</sup>. Mais pour l'historien Fabrice Maerten – spécialisé dans la Résistance et le catholicisme en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale – cette prise de position n'est pas une protestation publique de l'évêque. Il insiste sur ce fait en

---

<sup>16</sup> L. Saerens, « L'aide des catholiques aux juifs dans l'archevêché de Malines », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, p. 226.

<sup>17</sup> *Le cardinal van Roey et l'occupation allemande en Belgique...*, p. 234.

<sup>18</sup> L. Saerens, « L'aide des catholiques aux juifs dans l'archevêché de Malines », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, pp. 227-228.

<sup>19</sup> M. Macina, « L'Église de Belgique a-t-elle à demander pardon ? », dans *Le Soir*, 16.10.1997, p. 2.

<sup>20</sup> F. Matteazzi, « L'attitude du clergé face à la Shoah dans le diocèse de Liège », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, p. 184.

disant que l'évêque de Liège partage avec le primat de Belgique de ne pas avoir protesté ouvertement contre le sort fait aux Juifs<sup>21</sup>.

En revanche, il est un domaine dans lequel l'évêque de Liège se fit remarquer : celui de l'assistance à la population juive. Contrairement à ce qui se passa dans les autres diocèses où les manifestations d'aide se déroulaient seulement avec l'assistance – implicite ou explicite – de l'évêque du lieu, Mgr Kerkhofs fut le seul évêque de Belgique à avoir été l'instigateur de l'aide aux Juifs. Il le fit en mettant notamment à la disposition des enfants juifs l'infrastructure des colonies de vacances catholiques<sup>22</sup>.

En dépit de ces gestes, il n'y eut pas en Belgique – à la différence de ce qui se passa chez ses voisins du sud et du nord – la moindre protestation publique de l'Église pour dénoncer la persécution raciale. On le voit, la Belgique, que le dominicain belge Félix Morlion félicitait en 1945 d'être restée à l'abri d'un antisémitisme racial (contrairement à la France de Vichy), oscillait entre une réprobation officielle, mais purement verbale et abstraite, et un silence bien réel entourant les persécutions<sup>23</sup>.

Si l'Église de Belgique ne se distingua pas de manière officielle pendant la Shoah, il existe en revanche un domaine dans lequel les chrétiens belges ne faillirent pas : celui de la charité. En effet, pendant ces années de guerre, les consciences de nombreux catholiques, "obstruées" par l'antisémitisme, évoluèrent vers la charité à l'égard des Juifs. Celle-ci se manifesta par une aide multiforme apportée aux persécutés : faire passer des Juifs en pays neutre, les cacher dans des couvents, séminaires, écoles, recueillir les enfants en les cachant dans les campagnes, délivrer de faux papiers ou de faux certificats de baptême, etc. À Namur, l'abbé Joseph André est une figure marquante de catholique engagé dans la protection des Juifs. Il organisa chez lui un accueil clandestin pour les Juifs destinés à être placés dans des endroits sécurisés<sup>24</sup>. Dans ces moments d'épreuve commune entre Juifs et chrétiens, dont

---

<sup>21</sup> F. Maerten, « Le monde catholique dans la guerre. La Wallonie et Bruxelles », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, p. 22.

<sup>22</sup> Pour en savoir plus, cf. F. Matteazzi, « L'attitude du clergé face à la Shoah dans le diocèse de Liège », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, pp. 177-207.

<sup>23</sup> G. Jucquois et P. Sauvage, *op. cit.*, p. 188.

<sup>24</sup> Cf. à ce sujet G. Thyange, « L'abbé Joseph André et l'aide aux juifs à Namur », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, pp. 263-276.

les Juifs furent incontestablement le plus victimes, le poète juif d'origine russe, David Knout, fit remarquer que « pour la première fois depuis des siècles, le nom de chrétien devint pour un Juif une garantie »<sup>25</sup>.

Pour conclure sur cette première partie de la présente étude, répondons à notre question initiale : l'attitude de l'Église catholique belge s'est-elle caractérisée par une politique du “moindre mal” à l'image de celle des secrétaires généraux ? À la différence de la France ou des Pays-Bas, il n'y eut aucune protestation publique en français ou en néerlandais de la part de l'Église belge. L'historien Lieven Saerens qualifie bien l'attitude du primat de Belgique comme une politique accommodante avec l'ennemi, attitude caractéristique de la politique du “moindre mal”. Le cardinal Van Roey n'éleva pas la voix tant que les Juifs naturalisés belges ou convertis étaient épargnés par les rafles nazies. À partir de l'année 1943, l'immunité des Juifs belges fut levée. C'est à ce moment que l'épiscopat belge rédigea sa lettre pastorale collective du 15 mars 1943 dans laquelle il protestait contre l'enlèvement des cloches mais surtout contre le travail obligatoire qui, comme le faisait remarquer Lieven Saerens, frappait la population belge dans son ensemble et n'était pas spécifique aux Juifs. Bien que le silence de l'épiscopat fût de mise en Belgique, cela n'empêcha pas de nombreux croyants d'apporter une aide efficace aux populations menacées. Le cardinal était au courant de ces initiatives qu'il encourageait, mais à l'inverse de Mgr Kerkhofs, il ne prit aucune initiative en ce sens<sup>26</sup>. Les autres évêques belges se situèrent globalement dans la lignée du primat de Belgique, comme ce fut le cas de l'évêque de Tournai, Mgr Louis Delmotte, qui apporta toujours son approbation au primat de Belgique<sup>27</sup>.

### **Le choc de la Shoah dans les consciences chrétiennes**

La Shoah constitue un choc qui ébranla les consciences chrétiennes

---

<sup>25</sup> P. Pierrard, *Juifs et catholiques français d'Édouard Drumont à Jacob Kaplan. 1886-1994*, Paris, 1997, p. 326.

<sup>26</sup> L. Saerens, « L'aide des catholiques aux juifs dans l'archevêché de Malines », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, Gerpennes, 1999, pp. 230-231.

<sup>27</sup> Cf. à ce sujet F. Maerten, « Le clergé du diocèse de Tournai face à l'occupation : la voie étroite », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, pp. 127-165.

et qui constitua le point de départ d'une nouvelle réflexion théologique et de nouvelles relations entre Juifs et catholiques. En quoi cet événement est-il spécifique ? Pourquoi est-il à l'origine d'un tel bouleversement dans les mentalités ? Pour tenter de donner une réponse à ces interrogations, reprenons l'analyse faite par le père Jean Dujardin, ancien secrétaire du Comité épiscopal pour les Relations avec le Judaïsme (CERJ) en France, sur la spécificité de la Shoah.

La Shoah est un événement historique qui reste incompréhensible si on ne voit pas à sa source la pensée nazie concernant les Juifs. Pour Hitler, le second conflit mondial était une guerre idéologique menée contre l'ennemi principal qu'était le Juif. Les nazis justifiaient l'extermination d'une manière scientifique, basée sur une profession de foi en la supériorité de la race aryenne. Il était exigé des "adhérents" qu'ils renoncent à leur conscience individuelle pour s'en remettre aveuglément à la conscience du guide. Cette vision des choses était en totale contradiction avec la pensée juive. Pour elle, tous les hommes sont égaux en dignité devant le Dieu unique. Le respect de la vie est un principe sacré. La justice et non la force règle les rapports humains. Le renoncement à la conscience personnelle est incompatible avec la pensée juive et l'assouvissement des désirs est contraire à l'humanisme pétri par la morale et la religion judéo-chrétiennes.

On peut dès lors, avec le père Dujardin, poser l'interrogation suivante : dans l'entreprise nazie d'extermination juive, ne s'agit-il pas, à travers la mort de ce peuple, de faire disparaître non seulement une race, mais également une histoire, une tradition religieuse, un système de valeurs qui est propre aux Juifs et partagé par les chrétiens ? Or, les chrétiens ont-ils compris cette idéologie ? Malgré le courage et les actes héroïques de nombre d'entre eux, il faut admettre que, dans leur ensemble, les chrétiens n'ont pas compris l'ampleur de ce qui se passait. On peut parler de carence de la pensée car rien ne pouvait alors s'opposer aux opinions théologiques encore très répandues sur les Juifs et les préjugés communément admis suite à la longue histoire de l'antijudaïsme. La survivance du judaïsme avait toujours été incompréhensible aux yeux des chrétiens, ceux-ci ayant acquis l'idée du transfert de la totalité du judaïsme au christianisme. Ainsi, pendant la guerre, s'ils ne se désintéressèrent pas des hommes qui étaient les vic-

times, en revanche, ils gardèrent un même désintérêt pour la question juive, à savoir la place du judaïsme dans « l'histoire du Salut »<sup>28</sup>.

Les lendemains d'Auschwitz furent marqués par de longues années de silence : le silence des victimes et celui des chrétiens. Le judaïsme resta encore longtemps théologiquement et historiquement extérieur à la masse des chrétiens. Certaines personnes éclairées commencèrent cependant à réfléchir aux liens unissant Juifs et chrétiens comme ce fut le cas de Paul Démann, prêtre de la congrégation Notre-Dame-de-Sion. Dans l'histoire du dialogue judéo-chrétien, le premier à aller le plus loin dans la dénonciation de l'antisémitisme fut l'historien français d'origine juive Jules Isaac. Ce dernier fut à l'origine des « dix points de Seelisberg », code de bonne conduite à l'égard des Juifs adopté par des chrétiens en 1947 à la conférence de Seelisberg en Suisse<sup>29</sup>.

On le voit, malgré le silence de la majorité des chrétiens au lendemain de l'extermination des Juifs, le choc de la Shoah est cependant aux origines du dialogue entre Juifs et catholiques, car il interpella certaines consciences chrétiennes. Au regard du dialogue, il se situe à trois niveaux : il interroge le rapport entre l'extermination du peuple juif et sa vocation permanente ; il bouleverse la vision traditionnelle de l'infidélité du peuple juif contrastant avec la fidélité des chrétiens ; il conduit à une redécouverte du lien vital entre judaïsme et christianisme. Il y a reconnaissance par les chrétiens de la racine vivante dont ils sont issus et qu'est le judaïsme<sup>30</sup>.

Cette redécouverte du lien vital existant entre judaïsme et christianisme fut exprimée pour la première fois officiellement par l'Église lors du concile Vatican II<sup>31</sup>. À cette occasion, fut votée et promulguée, le 28 octobre 1965, la déclaration conciliaire *Nostra Aetate* sur l'Église et les

---

<sup>28</sup> J. Dujardin, *L'Église catholique et le peuple juif : un autre regard*, Paris, 2003, pp. 23-105 (chapitre 1 : « Réflexions devant la Shoah : le choc »).

<sup>29</sup> « Les dix points de Seelisberg », dans *Les Églises devant le judaïsme. Documents officiels 1948-1978. Textes rassemblés, traduits et annotés par Marie-Thérèse Hoch et Bernard Dupuy*, Paris, 1980, pp. 19-22 ; J. Kaplan, « Le nouveau regard chrétien sur le judaïsme. Il y a quarante ans, la Conférence de Seelisberg », dans *Revue des Sciences morales et politiques*, n° 3, 1987, pp. 431-448.

<sup>30</sup> Contacts Interconfessionnels, *Chrétiens et Juifs en Belgique. Vers une étape nouvelle dans l'histoire des relations entre chrétiens et Juifs au Benelux*, Turnhout, 1985, p. 41 ; J. Dujardin, *op. cit.*, pp. 16-109 ; P. Pierrard, *op. cit.*, pp. 327-348 ; G. M. Riegner, *Ne jamais désespérer. Soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Paris, 1998, pp. 350-351.

<sup>31</sup> Concernant l'histoire du Concile Vatican II, cf. G. Alberigo (éd.), *Histoire du concile Vatican II (1959-1965)*, 5 tomes, version française éd. Etienne Fouilloux, trad. par Jacques Mignon, Paris, 1997-2005.

religions non chrétiennes. Le paragraphe 4 concerne la religion juive<sup>32</sup>. *Nostra Aetate* marque un tournant dans l'enseignement de l'Église, car il s'agit du premier document officiel d'Église parlant de la religion juive. Cette déclaration implique un rapport inédit de l'Église à la tradition en ce qu'elle n'a pas de "préhistoire" officielle digne de ce nom (comme l'enseignement des pères de l'Église ou celui d'un concile) mais elle fait œuvre de pionnière. Concernant les points qui nous intéressent – à savoir le discours de l'Église catholique sur l'antisémitisme et la Shoah – on a pu reprocher à ce texte une atténuation et un silence. En effet, pour ce qui est de l'antisémitisme, le texte adopté en 1965 était amoindri par rapport à sa version précédente : la condamnation de l'antisémitisme fut réduite à une simple déploration – « L'Église [...] déplore les haines, les persécutions et toutes les manifestations d'antisémitisme... » au lieu de « déplore et condamne la haine et les persécutions contre les Juifs... » (version de 1964). Concernant la Shoah, le texte fait l'impasse sur l'événement. De même, on n'y relève aucune allusion à la nécessité d'un repentir chrétien face à des siècles d'« enseignement du mépris » (terme introduit par Jules Isaac).

### Le début d'une réflexion du magistère ecclésial

Bien que ce texte soit incomplet, il constitue néanmoins un retournement dans l'Église catholique. Cette déclaration est le premier de nombreux textes qui forment ensemble les jalons d'un nouvel enseignement de l'Église à l'égard des Juifs et du judaïsme. Voyons comment cet enseignement parle de l'antisémitisme et de la Shoah avant d'en venir à ce qui est dit dans l'Église de Belgique. Le 3 janvier 1975, sous la responsabilité de la Commission du Saint-Siège pour les Relations religieuses avec les Juifs – créée en 1974 – fut publié le document romain *Orientations et suggestions pour l'application de la Déclaration conciliaire Nostra Aetate*, document destiné à encourager l'approfondissement de la connaissance mutuelle des Juifs et des chrétiens<sup>33</sup>. Ce texte condamne toutes les formes d'antisémitisme, là où le texte conciliaire

<sup>32</sup> *Nostra Aetate* n° 4, dans *Concile œcuménique Vatican II. Constitutions – Décrets – Déclarations. Textes français et latin*, Paris, 1967, pp. 696-699.

<sup>33</sup> Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme, « Orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire "Nostra Aetate", n° 4 », dans *Documentation catholique*, n° 1668, 19.01.1975, pp. 59-61.

liaire ne fait que les déplorer. Cependant, la question de la Shoah n'est à nouveau pas abordée. En juin 1985, un nouveau document émanant de la Curie romaine fut publié. Il s'agit de *Catholiques et Juifs : un nouveau regard*<sup>34</sup>. Ce document rappelle l'enseignement du concile et celui du document romain de 1973 concernant l'antisémitisme. On y trouve aussi une très brève réflexion sur la Shoah : « La catéchèse devrait aider à comprendre la signification, pour les Juifs, de leur extermination pendant les années 1939-1945 et de ses conséquences ». Mais ce texte ne dit pas combien l'ampleur de cet événement doit être pris en compte par les consciences chrétiennes. Le document d'Église parlant de la Shoah est celui qui fut publié en 1998 par la Commission pour les rapports religieux avec le judaïsme sous le titre de *Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah*<sup>35</sup>. Nous reviendrons plus loin sur ce document.

Les Églises locales ou nationales apportèrent elles aussi leur contribution à l'élaboration du nouvel enseignement magistériel à l'égard des Juifs, comme ce fut le cas dans des documents provenant des Églises des États-Unis, d'Autriche, des Pays-Bas, de Suisse et de France<sup>36</sup>. En Belgique, on peut relever un document *Les Dix-huit thèses théologiques* datant de 1973<sup>37</sup>. Il émane de la Commission nationale catholique pour les Relations entre Juifs et Chrétiens (CNCJ), créée en 1968 par les évêques du pays. Ce document s'articule autour de trois thématiques théologiques : l'unité de la Révélation divine, l'interprétation des textes du *Nouveau Testament* concernant les Juifs, enfin l'Église et le peuple juif. Dans cette dernière partie (point 10 à 18), le point 17 – bien que n'évoquant pas la Shoah – affirme la nécessité de « dénoncer et de combattre toutes les formes d'antisémitisme, surtout l'antisémitisme religieux toujours latent ».

Tous ces documents du magistère s'inscrivent d'une part dans une volonté de plonger dans les racines juives de la foi chrétienne et d'autre

---

<sup>34</sup> Commission du Saint-Siège pour les relations avec le judaïsme, « Catholiques et Juifs. Un nouveau regard. Notes », dans *Documentation catholique*, n° 1900, 21.07.1985, pp. 733-738.

<sup>35</sup> Commission pour les rapports religieux avec le judaïsme, *Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah*, dans *Documentation catholique*, n° 2179, 5.04.1998, pp. 336-340.

<sup>36</sup> Pour la France, cf. le document important de l'épiscopat français de 1973 : « Orientations pastorales. L'attitude des chrétiens à l'égard du judaïsme », dans *Documents-Épiscopat*, n° 10, avril 1973, 4 p.

<sup>37</sup> Cf. le texte des « Dix-huit thèses théologiques », dans *Bijdragen*, 37 (1976), pp. 4-8 ou dans *Contacts Interconfessionnels*, op. cit., pp. 83-87.

part dans une prise de conscience de la nécessité de modifier l'enseignement magistériel à l'égard des Juifs. La réflexion officielle de l'Église a vu le jour après la Shoah lors du concile Vatican II. La persécution, la déportation et l'extermination des Juifs constituèrent véritablement un choc pour l'Église, qui prit acte du fait qu'une telle catastrophe s'était déroulée en terre chrétienne. De 1965 à 2000, l'Église universelle chemina progressivement vers une demande de pardon à l'adresse du peuple juif. L'Église de Belgique ne fut pas en reste.

### **De 1965 à 1997 : les étapes de la repentance dans l'Église de Belgique**

Une première démarche concrète sur le chemin de la repentance en Belgique eut lieu en 1977 à l'initiative de la Commission nationale catholique pour les Relations avec le Judaïsme. Le 17 novembre de cette année, une cérémonie de réparation vis-à-vis de la communauté juive injustement persécutée à mort en 1370 eut lieu en la cathédrale des Saints Michel et Gudule à Bruxelles.

Quel événement s'agissait-il de "réparer" ? Le Vendredi saint de l'année 1370, la communauté juive avait été accusée à tort de profanations d'hosties. Un miracle se serait produit à cette occasion et du sang aurait coulé des hosties. Suite à cette accusation, une demi-douzaine de Juifs était montée sur le bûcher et leurs biens avaient été spoliés. La culpabilité des Juifs ne fut jamais prouvée, bien au contraire... Ce qui n'empêcha pas la légende du « miracle du Saint Sacrement » de se répandre. Celle-ci fournit le thème de plusieurs œuvres d'art de la cathédrale : vitraux et tapisseries<sup>38</sup>.

En 1977, après plusieurs années de discussions sur le sujet, l'archevêque de Malines-Bruxelles, le cardinal Léon-Joseph Suenens, inaugura en présence du grand rabbin Robert Dreyfus et de nombreux autres membres des communautés croyantes respectives une plaque de bronze réhabilitant les Juifs injustement accusés. Cette plaque fut apposée au mur de la chapelle du « Sacrement du Miracle ». Cette cérémonie de réhabilitation de la communauté juive constitua une étape importante dans les relations entre Juifs et catholiques en Belgique. Elle peut être considérée comme un premier pas vers la repentance.

---

<sup>38</sup> Cf. à ce sujet, L. Dequeker, *Het sacrament van mirakel. Jodenhaat in de Middeleeuwen*, Louvain, 2000.



Une deuxième étape eut lieu en 1983. Il ne s'agissait pas alors d'une démarche propre à l'Église de Belgique, ni même d'une initiative de celle-ci. En effet, l'origine de cette démarche revenait à un petit groupe de catholiques français.

En 1982 s'était constituée en France – dans les milieux catholiques intéressés par les relations entre Juifs et chrétiens (AJCF, Rencontre, Jérusalem invisible) – une petite association sans dénomination officielle à laquelle s'étaient joints des protestants. Voyant le peuple juif menacé à nouveau par un antisémitisme croissant, ces chrétiens souhaitaient faire un pas vers les Juifs. Pour ce faire, ils cherchaient à s'assurer le soutien de plusieurs évêques français afin d'obtenir de l'Église catholique qu'elle exprime « une repentance chrétienne au sujet des injustices subies par le peuple juif au cours de l'histoire »<sup>39</sup>. Le père Georges Passelecq avait été sollicité dans ce contexte afin que la commission belge agisse dans le même sens. Ce moine bénédictin de Maredsous, secrétaire de la CNCJ de 1969 à 1995, avait déjà réfléchi à plusieurs reprises sur la question de la repentance, notamment en 1979 lorsqu'un numéro conjoint des revues *Sens* (revue de l'AJCF) et *Rencontre. Chrétiens et Juifs* (revue de l'Association Rencontre), auquel il avait apporté son concours, avait été conçu sur le thème du pardon<sup>40</sup>. Le groupe français savait donc à qui s'adresser en 1983...

Issues notamment de l'Amitié judéo-chrétienne, ces quelques personnalités françaises avaient pour but d'alerter l'épiscopat français et elles souhaitaient que la commission nationale fasse de même à l'échelon épiscopal belge. L'objectif était que les évêques soient gagnés à l'idée de la repentance afin de peser en ce sens lors du synode qui devait avoir lieu au mois d'octobre 1983, Année de la Réconciliation<sup>41</sup>. Outre la Belgique, la Suisse avait également été sollicitée. L'évêque de Fribourg avait immédiatement répondu en soutenant cette action<sup>42</sup>. En France, le petit groupe n'avait réussi à se faire épauler que par

---

<sup>39</sup> En Israël, la communauté catholique de rite hébreophone portait également ce souci. Elle avait rédigé un texte qui était sensé circuler parmi les évêques lors du synode.

<sup>40</sup> Cf. G. Passelecq, « La hiérarchie catholique et le problème de la repentance », dans *Rencontre. Chrétiens et juifs*, n° 13, 1979, pp. 21-28 ou dans *Sens*, n° 12, 1979, pp. 21-28.

<sup>41</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance ecclésiastique et documentation ».

<sup>42</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 1 », lettre de R.S. de Franch à G. Passelecq, 9.02.1983.

quelques évêques, la plupart des autres étant sèchement opposés à une telle démarche<sup>43</sup>.

Que se passa-t-il du côté belge ? Georges Passelecq avait accepté de soutenir cette initiative. La Commission nationale catholique pour les Relations avec le Judaïsme avait rédigé une lettre qui fut adressée à la conférence épiscopale belge par l'intermédiaire du cardinal Danneels le 27 mars 1983. Cette lettre avait donc pour but de s'assurer l'appui des évêques pour qu'ils engagent une démarche conjointe avec leurs confrères français et suisses auprès du Vatican à l'occasion de l'Année de la Réconciliation. Il s'agissait de proposer au pape de publier une déclaration où l'Église reconnaîtrait « sa responsabilité solidaire et historique dans la persécution subie par les Juifs d'Europe au cours des siècles »<sup>44</sup>. Cette question fut discutée le 14 avril lors de la réunion de la conférence épiscopale et la réponse tomba le 5 mai 1983<sup>45</sup>. Le cardinal faisait savoir que la conférence épiscopale en avait délibéré et qu'elle n'estimait pas « opportun d'appuyer une démarche qui aurait uniquement pour objet les Juifs, et les Juifs d'Europe ». Elle estimait que la déclaration conciliaire était toujours d'actualité<sup>46</sup>.

Si les évêques belges ne soutinrent pas cette initiative, le père Passelecq ne s'arrêta pas là pour autant. En effet, il écrivit au cardinal Roger Etchegaray, alors archevêque de Marseille, pour l'encourager à répondre à la proposition faite par l'Association des Relations judéo-chrétiennes de favoriser une démarche de réconciliation auprès du Vatican<sup>47</sup>.

Lors de ce synode des évêques sur la réconciliation, il n'y eut pas de démarche de repentance de la part de l'Église universelle concernant les Juifs. En revanche, le cardinal Etchegaray fit le 4 octobre une intervention qui fut fort remarquée. Il parla de « notre mission de réconciliation avec le peuple juif » et de « notre mission de pénitence

---

<sup>43</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 1 », lettre de G. Passelecq à R. Sugranues de Franch, 14.08.1983.

<sup>44</sup> Documents personnels du père M. Bogaert, fonds non classé, lettre d'O. Hamels au cardinal Danneels, 27.03.1983.

<sup>45</sup> Archives du service de presse de la conférence épiscopale communiquées par J.-P. Delville, ordre du jour de la réunion du 14.04.1983 de la conférence épiscopale.

<sup>46</sup> Documents personnels du père M. Bogaert, fonds non classé, lettre du cardinal Danneels, 31.05.1983.

<sup>47</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 2 », lettre de G. Passelecq au cardinal Etchegaray, non datée.

pour notre attitude à l'égard du peuple juif ». On peut lire dans l'introduction de son discours : « Au cours de ce synode, ma pensée se porte particulièrement vers le peuple juif : car c'est bien lui qui parmi tous les peuples doit être le premier bénéficiaire de la double mission de réconciliation et de pénitence de l'Église dans une démarche proprement religieuse, du fait du lien originel qui unit judaïsme et christianisme. »<sup>48</sup>

S'il n'y eut pas en 1983 une parole claire de repentir de l'Église à l'égard des Juifs, cela n'a rien d'étonnant. En effet, il était encore impossible pour le synode de débattre d'une telle question. Celle-ci était trop peu mûre dans l'opinion chrétienne. De plus, les travaux à son sujet étaient alors insuffisants. Toujours est-il que le discours du cardinal Etchegaray eut un retentissement important. Et le pape Jean-Paul II aurait été très heureux de cette déclaration.

Les années 1995 et 1997 furent marquées par plusieurs déclarations de repentance à l'égard des Juifs dans différents pays européens. Ce fut le cas de l'Allemagne, de la Pologne, des Pays-Bas, de la Suisse et de la France<sup>49</sup>. Les prises de position des évêchés de ces pays ne restèrent pas sans retentissement en Belgique<sup>50</sup>.

Lors de la réunion de la Commission nationale catholique pour les Relations avec le Judaïsme du 11 mars 1995, on aborda cette question. On releva les déclarations polonaise et allemande en date du 23 janvier 1995. À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz, les évêchés des deux pays avaient publié chacun leur propre déclaration bien qu'ils aient annoncé en avril 1994 une déclaration commune. Les Polonais avaient préféré deux textes distincts afin de ne pas confondre les responsabilités particulières des deux nations. Les deux textes témoignaient d'un courage inédit de la part de ces Églises. C'était la première fois que l'évêché allemand confessait son péché collectif sous forme du silence coupable de la hiérarchie cinquante ans plus tôt. De plus, il reconnaissait, à la satisfaction des Juifs, le rôle de ces derniers dans la culture nationale. Quant au texte de l'évêché polonais,

---

<sup>48</sup> R. Etchegaray, « La double mission de l'Église envers les Juifs. Intervention lors du synode de 1983 », dans *Documentation catholique*, n° 1861, 6.11.1983, pp. 1000-1001.

<sup>49</sup> « Déclaration de la Conférence des évêques suisses sur le rôle de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale », dans *Documentation catholique*, n° 2157, 6.04.1997, pp. 346-347.

<sup>50</sup> En 2000, la Lituanie et la Suisse firent également une déclaration, celle-ci le 14 avril et le 15 avril pour celle-là.

il se distinguait pour la première fois de l'historiographie officielle – qui encourageait depuis cinq décennies à voir dans la Shoah le caractère national de la catastrophe – en reconnaissant qu'Auschwitz fut d'abord le lieu d'extermination des Juifs en tant que tels<sup>51</sup>. Suite à la prise de position considérée comme courageuse de ces Églises, la commission belge se demanda si le 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps n'était pas aussi l'occasion pour la Belgique de préciser les points suivants : comment garder la mémoire des événements ? Quels étaient les moyens pour la faire passer dans l'enseignement ? Enfin, n'était-il pas temps de s'interroger sur la responsabilité des catholiques et de l'Église dans les événements de la Shoah ? La CNCJ souhaitait que les évêques belges puissent à l'image de leurs confrères allemands et polonais faire une déclaration de repentance. Il fut décidé à la réunion du 11 mars de contacter l'évêque d'Anvers Paul Van den Berghe, afin que ce dernier soutienne la proposition lors de la conférence des évêques. Pourquoi avoir choisi cet évêque ? La commission avait appris qu'il était préoccupé par la question de la Shoah<sup>52</sup>. Nous ne savons pas ce qu'il est advenu de cette proposition si ce n'est qu'elle n'aboutit pas. Quelques mois plus tard, lors de la réunion de la CNCJ du 21 octobre 1995, Luc Dequeker – docteur en théologie, membre de la CNCJ dont il fut le président de 1974 à 1978 – attira l'attention des membres sur une nouvelle déclaration : celle des évêques catholiques de Hollande. Ceux-ci avaient publié une déclaration en octobre à l'occasion à la fois du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Libération et du 30<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration conciliaire. Dans celle-ci – intitulée *Se nourrissant d'une*

---

<sup>51</sup> Cf. « Déclaration des évêques d'Allemagne à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz. Réexaminer notre attitude envers les juifs (23.01.1995) », dans *Documentation catholique*, n° 2110, 19.02.1995, pp. 188-189 ; « Déclaration de la Commission de l'épiscopat polonais pour le dialogue avec les juifs à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz. Les victimes de l'idéologie nazie (23.01.1995) », dans *Documentation catholique*, n° 2110, 19.02.1995, pp. 189-190 ; « Signification de l'absence de déclaration commune des épiscopats polonais et allemand pour les 50 ans de libération des camps d'Auschwitz », dans *Sens*, n° 3, 1995, pp. 100-101. Signalons également deux autres textes importants de ces épiscopats. Le premier est « Déclaration commune des Conférences épiscopales d'Allemagne fédérale, d'Autriche et de Berlin. Accepter le poids de l'histoire », dans *Documentation catholique*, n° 1975, 1.01.1989, pp. 39-44. Le second est une déclaration de l'assemblée plénière de l'épiscopat polonais : *L'Église est enracinée dans le peuple juif*, dans *Documentation catholique*, n° 2022, 17.02.1991, pp. 208-210. Ces deux textes constituent également une étape vers la repentance.

<sup>52</sup> Compte rendu de la réunion du 11.03.1995 de la CNCJ ; Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance ecclésiastique et documentation », lettre de G. Passelecq à P. Van den Berghe, 14.03.1995.

*seule et même racine* – *Nos relations avec le judaïsme*, ils admettaient qu’« une tradition théologique et ecclésiale d’antijudaïsme [avait] contribué à la naissance d’un climat dans lequel la Shoah [avait] trouvé sa place »<sup>53</sup>.

Une autre déclaration épiscopale qui marqua fortement les esprits en Belgique fut celle de l’épiscopat français. Le 30 septembre 1997 à Drancy, lieu de partance des trains de déportation des Juifs vers les camps d’extermination, Mgr Olivier de Berranger – évêque de Saint-Denis (diocèse où se trouve Drancy) de 1996 à 2009 – lut la déclaration de repentance de l’Église de France. Dans celle-ci, les évêques avouaient que l’Église avait péché par « manque de compréhension de l’immense drame planétaire en train de se jouer » et confessaient que ce silence fut une faute. La déclaration s’interrogeait aussi sur l’influence de l’antijudaïsme séculaire et admettait le « rôle, sinon direct, du moins indirect joué par des lieux communs antijuifs coupablement entretenus dans le peuple chrétien dans le processus historique qui a conduit à la Shoah »<sup>54</sup>.

Cette déclaration eut un retentissement important en France mais elle interrogea aussi la Belgique. Quinze jours après la repentance de l’épiscopat français, Menahem R. Macina – alors maître de conférence à l’UCL – s’interrogeait dans le journal *Le Soir* du 16 octobre 1997 : « L’Église de Belgique a-t-elle à demander pardon ? » – « À quand une démarche analogue de l’épiscopat belge ? » Dans cet article, il reconnaissait que les raisons pour lesquelles l’archevêque de Malines, le cardinal Van Roey, avait renoncé à une protestation publique (*cf. supra*) le laissaient perplexe. Il se demandait si « un tel silence n’est [n’était] pas coupable et par conséquent justifiable d’une “déclaration de repentance” des évêques de Belgique »<sup>55</sup> ? Jugeant cette interpellation de l’épiscopat belge « offensante », Louis Davids – directeur à Anvers de l’unique hebdomadaire juif d’expression flamande du pays, *Belgisch*

---

<sup>53</sup> *Se nourrissant d’une seule et même racine* – *Nos relations avec le judaïsme* – évêques de Hollande, *cf.* Sidic Rome, Documents en ligne, <http://www.sidic.org/fr/docOnLineView.asp?class=Doc00483> (consulté le 16.10.2009) ; compte rendu de la réunion du 21.10.1995 de la CNCJ.

<sup>54</sup> « Déclaration de repentance de l’Église de France », dans *Documentation catholique*, n° 2168, 19.10.1997, pp. 870-872 ; T. Hebbelinck, « Le 30 septembre 1997 : L’Église de France demande pardon aux juifs. Impulsion du cardinal Lustiger et réception de l’événement », dans *Revue d’Histoire Ecclésiastique*, n° 103/1, 2003, pp. 119-161.

<sup>55</sup> M. Macina, « L’Église de Belgique a-t-elle à demander pardon ? », dans *Le Soir*, 16.10.1997, p. 2.

*Israëlitisch Weekblad*, devenu aujourd'hui *Joods Actueel* – annonçait à la une de son édition du 7 novembre 1997 : « L'Église de Belgique n'a pas à demander pardon ». Et de rappeler la solidarité humaine de « nombreux prêtres et religieux catholiques qui, avec l'assentiment et les encouragements des plus hautes autorités ecclésiales du pays », permirent à des milliers de Juifs de survivre à la Shoah en Belgique. Cette solidarité était approuvée par le cardinal Van Roey, selon le directeur de la publication, qui fut lui-même hébergé dans des institutions catholiques pendant les années de déportation. Louis Davids soulignait également les aides accordées sous différentes formes par l'archevêché et il rappelait des témoignages de Juifs survivants pour accréditer sa thèse<sup>56</sup>.

Deux jours après la repentance française, la presse publiait un message de la Concertation des Églises de Belgique à la communauté juive. Dans un contexte différent de celui de la repentance, cet organe représentatif créé en 1989 adressait un message aux Juifs à l'occasion de leur Nouvel An (année 5758). Était-ce le fruit de l'influence française comme le laissèrent entendre certains journalistes ? Probablement pas... Le contexte rédactionnel était différent. De même, le contenu du message l'était également, bien qu'il soulignât l'idée de la réconciliation. La concertation des Églises de Belgique, présidée à l'époque par l'évêque de Tournai, Mgr Jean Huard, adressait ses bons vœux à la communauté juive au début du Nouvel An juif, époque qui marque « le début d'un temps de réflexion, dans lequel la réconciliation avec Dieu devient possible, à condition que l'on se réconcilie avec son prochain », ce qui interpelle la responsabilité des chrétiens, soulignait le texte. Selon Robert Verdussen de la *Libre Belgique*, cette initiative entendait répondre à sa manière à l'appel du pape qui avait encouragé toute l'Église à reconnaître le rôle négatif qu'elle joua dans ses relations avec le peuple juif. Faisant remarquer que la persécution des Juifs s'était déroulée en Belgique dans un tout autre contexte que celui de la France de Vichy collaboratrice, le journaliste soulignait que l'épiscopat n'avait pas été tenté par la collaboration et estimait donc que l'Église belge n'avait pas à poser les mêmes gestes de repentance que sa sœur française. Par ce message – poursuivait Robert Verdus-

---

<sup>56</sup> L. Davids, « Belgische kerk hoeft zich niet te verontschuldigen », dans *Belgisch Israëlitisch Weekblad*, 14, 7.11.1997, p. 1.

sen – « l'Église de Belgique n'était pas en reste » : elle s'associait à ce qui avait été dit par les autres Églises chrétiennes en Pologne, Allemagne, France<sup>57</sup>.

Point de vue discutable. Il donne à penser que l'Église de Belgique a fait un pas vers la réconciliation et la repentance lors du Nouvel An juif. S'il est en effet intéressant de noter la proximité entre ce message de la Concertation des Églises chrétiennes de Belgique et la repentance française, on se gardera d'y voir un « semblant de repentance de l'Église belge ». En effet, ce message n'aborde nullement la question de la responsabilité de l'Église pendant la Shoah comme le laissait entendre le titre de l'article : « La responsabilité des Églises belges envers les Juifs ». Le contenu qui évoque la réconciliation a pu faire penser à Robert Verdussen que les responsables chrétiens voulaient demander pardon aux Juifs, ce qui n'est pas exact. En effet, si le texte aborde ce thème de la réconciliation, c'est parce qu'avec le Nouvel An juif (*Rosh Hashana*) commencent dix jours de pénitence qui se terminent avec la fête majeure de *Yom Kippour*, jour du Grand Pardon où l'homme peut obtenir le pardon pour les fautes qu'il a commises à l'encontre de Dieu et à l'encontre de son prochain à condition que ce dernier l'ait absous. Le message de la Concertation des Églises chrétiennes de Belgique adressé à la communauté juive n'avait pas d'autre but que d'adresser « nos salutations et nos souhaits pour la paix et la joie de l'année 5758 ». Il est en effet aujourd'hui habituel de voir les responsables religieux s'écrire à l'occasion des fêtes pour se présenter mutuellement leurs bons vœux.

On trouve une preuve de cette intention dans le compte rendu de la réunion de la conférence épiscopale du 3 juin 1997. La proposition d'écrire ce message commun émanait de la CNCJ et du groupe de travail qui préparait le deuxième rassemblement œcuménique européen devant se dérouler à Graz sur le thème « Réconciliation, don de Dieu, source de vie nouvelle ». Ils avaient suggéré à la Concertation des Églises chrétiennes d'adresser des vœux à la communauté juive de

---

<sup>57</sup> R. Verdussen, « La responsabilité des Églises belges envers les Juifs », dans *La Libre Belgique*, 3.10.1997, p. 9. Pour le Message des Églises chrétiennes de Belgique, cf. *La Libre Belgique*, 3.10.1997, p. 9 ou *Shalom*, 19, décembre 1997-février 1998, p. 10. Le message fut également publié dans *Pastoralia*, le bulletin officiel de l'archevêché de Malines-Bruxelles : Concertation d'Églises chrétiennes en Belgique, « À nos frères et sœurs juifs. Message à l'occasion du nouvel an 5758 – le 2 octobre 1997 », dans *Pastoralia*, n° 8, octobre 1997, p. 193.

Belgique à l'occasion de la fête de *Yom Kippour*, fête de la réconciliation. Les évêques avaient souhaité que cela se réduise à une formulation brève à l'occasion du rassemblement œcuménique de Graz<sup>58</sup>.

Les publications relevées ci-dessus sont intéressantes pour l'historien, car elles montrent que la repentance française posait question en Belgique : elle interrogea l'Église, la presse, de même que les instances de dialogue. En effet, au sein de l'OCJB (Organe de Consultation entre Chrétiens et Juifs en Belgique – créé en 1995), cette question fut également d'actualité. Lors de la réunion du 24 septembre 1997, on remarqua que les avis divergeaient sur la nécessité de faire repentance. On fit remarquer que les situations belge et française étaient fort différentes et que l'appui public des membres de l'épiscopat français au régime de Vichy n'avait pas d'équivalent en Belgique. Pour preuve, on mentionna l'éditorial de Louis Davids dans le *Belgisch Israëlitisch Weekblad* – repris dans le quotidien flamand *De Standaard* – qui était, selon certains, un « témoignage éloquent des efforts déployés en faveur des Juifs par des catholiques de Belgique »<sup>59</sup>.

Si la question de la déclaration française et de l'éventualité d'une déclaration belge fut abordée au sein de l'organe réunissant Juifs et chrétiens, ce ne fut pas le cas lors de la réunion de la CNCJ qui se réunit le 15 novembre 1997. En revanche, on parla à ce moment-là du symposium romain qui s'était tenu au Vatican du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1997 sur « les racines de l'antijudaïsme en milieu chrétien ». La commission ignorait alors si ce colloque serait le prélude à une déclaration romaine sur la Shoah<sup>60</sup>.

Ce symposium avait été organisé par la commission historico-théologique qui préparait le grand jubilé de l'an 2000 et réunissait une soixantaine de spécialistes : évêques, historiens et théologiens. Comme il s'agissait de débattre d'un problème relevant de l'identité chrétienne, il n'y avait pas d'intervenants juifs. Le but de cette rencontre était d'examiner les points sur lesquels les membres de l'Église n'avaient pas été cohérents avec leur foi. Le discours d'ouverture fait par le pape fut considéré par certains observateurs comme l'un des discours les plus

---

<sup>58</sup> Archives du service de presse de la conférence épiscopale communiquées par J.-P. Delville, compte rendu de la réunion du 3.06.1997 de la conférence épiscopale.

<sup>59</sup> Compte rendu de la réunion de l'OCJB, 24.09.1997.

<sup>60</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 15.11.1997.



forts du pontificat. S'adressant à tous les chrétiens, il leur proposait un retour sur le passé de leur relation avec le peuple juif en vue d'un « temps de conversion et de réconciliation ». Sa conclusion surtout fut remarquée. Il y distinguait ce qu'il y avait de spécifique pour le chrétien dans le génocide des Juifs par rapport aux autres génocides : « À la malice morale de tout génocide, s'ajoute avec la Shoah la malice d'une haine qui s'en prend au plan salvifique de Dieu sur l'Histoire. Par cette haine, l'Église se sait elle aussi directement visée ». Aux yeux de nombreuses personnes, les propos du pape étaient l'ébauche d'une déclaration de repentance. Son discours avait été accueilli avec ferveur par les Juifs ainsi que par de nombreux observateurs chrétiens<sup>61</sup>.

Mais, ce ne fut pas le cas en Belgique. Lors de la réunion de l'OCJB du 4 février 1998, les interlocuteurs juifs soulevèrent de nombreuses critiques concernant ce symposium et le discours papal. Ils voyaient notamment dans la phrase « à la malice morale de tout génocide [...] l'Église se sait elle aussi directement visée » une tentative par l'Église de récupérer la Shoah. Les membres juifs de l'OCJB critiquèrent également la distinction faite entre la sainteté de l'Église et les péchés de ses enfants. Ils craignaient qu'à travers ce « subterfuge », l'Église ne contourne l'obstacle de demander pardon aux victimes en ne demandant pardon qu'à Dieu<sup>62</sup>.

#### **De 1998 à 1999 : réception de *We Remember***

Les gestes de repentance des évêchés nationaux et le symposium romain ne laissèrent pas les catholiques et les Juifs belges indifférents. Des réflexions sur la question de la culpabilité de l'Église en général et sur celle plus particulière de l'Église de Belgique virent le jour à la fois au sein de la CNCJ et de l'OCJB, ainsi qu'au sein de l'épiscopat belge. Mais il fallut attendre l'année 1998 et la publication par la commission pour les rapports religieux avec le judaïsme du document romain *Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah* (16.03.1998) – également connue sous son titre anglais *We Remember* – pour qu'une réelle ré-

---

<sup>61</sup> Jean-Paul II, « Discours aux participants à un colloque sur les “racines de l'antijudaïsme en milieu chrétien” », dans *Documentation catholique*, n° 2171, 7.12.1997, pp. 1003-1004 ; Rome : *symposium sur les racines de l'antijudaïsme en milieu chrétien*, dans *Sens*, n° 2, 1998, pp. 81-84.

<sup>62</sup> Compte rendu de la réunion de l'OCJB, 4.02.1998.

flexion soit mise sur pied en Belgique<sup>63</sup>.

Peu avant la publication de ce texte, la CNCJ avait pourtant envisagé une démarche concrète de réflexion sur la responsabilité de l'Église belge à l'égard des Juifs. Lors de sa réunion du 14 mars 1998, les membres de la CNCJ – après avoir discuté du symposium romain – avaient fait des propositions concernant des démarches que l'Église catholique de Belgique pourrait engager en vue de la réconciliation. Ils pensaient essentiellement à deux points :

1. L'attitude du cardinal Van Roey pendant la guerre : était-on vraiment certain qu'il avait fait tout son possible pour sauver des Juifs pendant la Shoah ?

2. Le « Sacrement du Miracle » représenté à la cathédrale de Bruxelles qui risquait toujours de susciter la polémique avec les Juifs<sup>64</sup>.

Cette proposition faite au sein de la CNCJ d'associer une demande de pardon pour ces deux conjonctures fut faite deux jours avant la publication du texte romain *Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah*. Ce document avait été promis en 1987 par le pape Jean-Paul II. Rencontrant à Miami des responsables juifs et les communautés juives locales – dans le contexte de la venue de Kurt Waldheim au Vatican (25 juin 1987) et de la campagne lancée en Belgique dès 1985 contre l'installation des carmélites à Auschwitz –, le pape avait annoncé que la Shoah ferait l'objet d'études historiques et théologiques et que le Saint-Siège publierait un texte sur la question. Il avait fallu attendre onze ans avant que ce texte ne vît le jour, mais les espoirs mis dans ce document ne furent pas rencontrés. En effet, il apparut faible et en retard par rapport aux déclarations de repentance faites par les évêques nationaux et notamment par les évêques français. Les Juifs ne furent pas les seuls à être déçus. Les catholiques engagés dans les relations avec le judaïsme exprimèrent eux aussi leur désappointement.

En quoi ce document d'Église déçut-il ses lecteurs ? De manière générale, on lui reprocha de ne pas avoir été assez loin dans le *mea culpa* et d'avoir cherché à décharger l'Église et Pie XII. Différents points du texte posèrent problème :

1. La dissociation faite entre l'Église et ses fidèles. Celle-ci fut interprétée par les Juifs comme une « auto-proclamation d'innocence » ;

---

<sup>63</sup> Cf. note 36.

<sup>64</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 14.03.1998.

2. La distinction opérée entre un antijudaïsme d'essence religieuse et un antisémitisme de caractère plus idéologique et sociologique ;

3. L'insistance sur les actes héroïques des Justes, qui donna l'impression que l'approche de l'Église avait été globalement bonne pendant la Shoah ;

4. La citation du pape Pie XII parmi les modèles de comportement. Cela fut compris par les Juifs non seulement comme une justification de l'attitude du souverain pontife pendant la guerre, mais aussi comme la présentation triomphaliste d'un sauveur ;

5. Le caractère narratif du texte, dont on regretta le résumé « scolaire » des faits connus. On aurait préféré y trouver une analyse rigoureuse et critique de l'attitude des chrétiens, de la hiérarchie catholique, voire du christianisme lui-même ;

6. La réflexion finale du paragraphe 4 qui rappelait les autres massacres et tragédies ayant touché des populations dans le monde. Celle-ci fut jugée déplacée, surtout l'allusion au drame du Moyen Orient – « dont les éléments sont bien connus »<sup>65</sup>.

La publication du document romain provoqua en Belgique les mêmes réactions que dans le reste de l'Europe. La communauté juive fut pour ainsi dire unanime à manifester sa déception. On reprochait à *We Remember* d'être un texte de compromis, « un pâle reflet des déclarations courageuses des évêquats polonais, allemand et français ». Le Consistoire central israélite de Belgique prit position dans une carte blanche du journal *Le Soir* intitulée « Saint-Siège, chronique ambiguë d'une souvenance occultée ». On y dénonçait le retrait du texte sur certains points par rapport aux initiatives précédentes qui avaient contribué à reconnaître les responsabilités de l'Église dans « l'enseignement du mépris ». La carte blanche se clôturait par le souhait de voir l'Église donner un « message fort, sans ambiguïté et exemplaire »<sup>66</sup>. La faiblesse du texte déçut également les catholiques engagés au sein de la

---

<sup>65</sup> R. Draï, « Repentance d'automne, *teshouva* de printemps », dans *Tribune juive*, n° 1432, 2.04.1998, pp. 12-15 ; P. Giniewski, *L'antijudaïsme chrétien. La mutation*, Paris, Salvator, 2000, pp. 538 et 540 ; M. Hurtmans, « La déclaration du Vatican sur la Shoah. De l'acte manqué au premier pas vers la repentance », dans *Contact J*, n° 116, 1998, pp. 4-8 ; F. Rausky, « Le document pontifical sur la Shoah : une théologie créatrice, une histoire complaisante », dans *Actualité juive*, n° 557, 19.03.1998, p. 20.

<sup>66</sup> Consistoire central israélite de Belgique, « Carte blanche. Saint-Siège : chronique ambiguë d'une souvenance occultée », dans *Le Soir*, 25.03.1998, p. 2.

CNCJ ou de l'OCJB. Dans cette dernière instance, une réunion extraordinaire fut organisée pour discuter du texte. Les membres juifs de l'organe de consultation l'avaient en effet saisi suite à la publication du document romain et aux nombreuses réactions suscitées par ce dernier dans la presse nationale et internationale<sup>67</sup>.

Le 1<sup>er</sup> avril 1998, l'Organe de Consultation entre Juifs et chrétiens se pencha donc sur le document. La délégation juive fit part de ses réflexions sur *We Remember*. Il confirma le point de vue qui avait déjà été exprimé par le CCIB dans sa carte blanche du 25 mars dernier, mais des avis plus positifs furent également exprimés. Le professeur Georges Schnek, président du CCIB de 1982 à 2000, qui avait participé à la réunion au Vatican du Comité de liaison (ICJLC ou *International Catholic-Jewish Liaison Committee* – créé à Rome en 1970) du 23 au 25 mars, fit part de son impression : selon lui, le pape aurait souhaité que le document aille plus loin mais l'entourage pontifical avait freiné le processus. Le grand rabbin de Bruxelles attaché au CCIB, Albert Guigui, fit remarquer qu'on trouvait dans le texte une intention de repentance et un refus indéniable du négationnisme. Juifs et chrétiens décidèrent que la commission nationale ferait un rapport concernant cette déclaration, mais que celui-ci ne serait pas communiqué à l'OCJB<sup>68</sup>. Le but de la commission n'était en effet pas de dénigrer le texte romain, mais

---

<sup>67</sup> Voici un échantillon de réactions trouvées dans la presse dont les titres des articles sont en eux-mêmes révélateurs : G. Riegner, « "L'Église doit prendre en compte la réalité historique". Propos recueillis par Robert Migliorini », dans *La Croix*, 19.03.1998, p. 24 ; J. Kahn, « Dits et non-dits du pape », dans *Le Monde*, 20.03.1998, p. 16 ; S. Samuels, « "L'Église doit prendre des initiatives concrètes". Propos recueillis par Éric Jozsef », dans *Libération*, 17.03.1998, pp. 10-11 ; M. Steinberg, « "Il reste du chemin..." ». Propos recueillis par Paul Vaute », dans *La Libre Belgique*, 17.03.1998, p. 6 ; M. Konopnicki, « La déclaration du Vatican sur la Shoah. Pourquoi si tard et si peu ? », dans *Contact J*, n° 116, mai 1998, pp. 10-11 ; M. R. Macina, « "Condoléances" plutôt que "repentance" », dans *Contact J*, n° 115, avril 1998, pp. 14-15 ; J. Eisenberg, « Vatican III. Plaidoyer prodromo », dans *Information juive*, n° 176, mars 1998, pp. 1-2 ; H. Pasternak, « Ombres et lumières sur le dialogue judéo-chrétien », dans *L'Arche*, n° 488, octobre 1998, p. 64 ; A. Spire, « Un pardon inachevé », dans *L'Arche*, n° 489, novembre 1998, pp. 46, 48 ; L. Rosenzweig, « Éditorial. Vatican. La déception », dans *Regards*, n° 419, 24.03.1998, p. 9 ; D. Susskind, « Réflexions sur Auschwitz 1998 », dans *Regards*, n° 421, 24.03.1998, p. 11 ; R. Draï, « *Teshouva* ou récidive ? », dans *Tribune juive*, n° 1444, 15.10.1998, p. 8-9 ; M. R. Macina, « Déclaration romaine de "Repentance". Frustrations et incompréhensions juives et chrétiennes », dans *Le Mouvement*, n° 91, septembre 1999, pp. 33-51.

<sup>68</sup> Compte rendu de la réunion de l'OCJB, 1.04.1998.

d'en relever les aspects plus positifs afin de donner une suite constructive au document<sup>69</sup>.

Suite à la publication du texte romain, le souhait partagé par la communauté juive était – comme l'exprimait Georges Schnek dans une lettre au père Passelecq – que la commission nationale « fasse la déclaration qui s'impose ». Le président du Consistoire espérait aussi que l'Église de Belgique se prononcerait à la fois sur la Shoah et sur le document de 1998<sup>70</sup>. Passelecq lui répondit immédiatement que la commission nationale allait se mettre au travail pour élaborer cette note relative à la déclaration vaticane<sup>71</sup>. Celle-ci était destinée à la conférence épiscopale et, comme l'OCJB l'avait souhaité, elle devait être ensuite transmise par les évêques aux instances vaticanes concernées<sup>72</sup>.

### **Pourparlers entre l'OCJB, la CNCJ et l'épiscopat sur la pertinence d'une déclaration de repentance en Belgique**

La volonté d'élaborer un texte officiel pour réagir au document romain posa différents problèmes. Tout d'abord, elle mit face à face trois acteurs aux compétences, autorités et préoccupations différentes : le Consistoire central israélite de Belgique, la Commission nationale pour les Relations avec le Judaïsme et la conférence épiscopale. L'élaboration d'une réaction officielle posa aussi la question de l'autorité de la CNCJ par rapport à la conférence des évêques.

Pour l'ancien secrétaire, le père Georges Passelecq, la commission devait pouvoir formuler son opinion sur *We Remember*. Bien que nommée par les évêques et dès lors censée exprimer à destination de la partie juive la position des évêques concernant le document romain, la commission, estimait-il, n'avait pas à répéter simplement le point de vue ecclésial. Voilà pourquoi il jugeait essentiel que la CNCJ puisse

---

<sup>69</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 1 », lettre de R. Hoet à G. Passelecq, 3.07.1998.

<sup>70</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 3 », lettre de G. Schnek à G. Passelecq, 2.04.1998 et carton « Correspondance 2 », lettre de G. Schnek à G. Passelecq, 2.04.1998.

<sup>71</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 3 », lettre de G. Passelecq à G. Schnek, 3.04.1998 et lettre de G. Passelecq à R. Hoet, 23.04.1998.

<sup>72</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 2 ».

faire connaître à la conférence épiscopale ce qu'elle pensait du document<sup>73</sup>.

De son côté, le Consistoire espérait une réaction de l'Église de Belgique, c'est-à-dire des évêques et pas uniquement de la commission. N'était-ce pas trop demander ? Dans les pays européens ayant fait une demande de repentance avant le 16 mars, aucune prise de position officielle des évêchés ne vit le jour suite à la publication du document romain. Les seules personnes qui s'exprimèrent – comme par exemple le père Jean Dujardin, secrétaire du CERJ – le firent à titre individuel et non au nom d'une quelconque instance ecclésiale. Demander aux évêques de Belgique de se positionner par rapport au texte du Vatican était donc délicat. Georges Passelecq en était conscient lorsqu'il écrivait au président de la CNCJ : les évêques de Belgique auraient-ils le courage de « se compromettre, en critiquant, ouvertement, un document officiel » de l'Église ? Il s'interrogeait encore : si les évêques ne le font pas, la commission aura-t-elle le « courage d'agir collectivement en critiquant le document du 16 mars ? »<sup>74</sup>

Le cardinal avait exprimé son point de vue à ce sujet au père Hendrik Hoet, président de la CNCJ depuis 1994. Lors d'une rencontre le 17 juin 1998, ce dernier avait fait part au primat de Belgique du projet de note destiné aux évêques, mais le cardinal avait réagi en disant qu'il ne souhaitait pas qu'il y ait de déclaration publique de la commission sans discussion préalable avec les évêques. Le président et les membres de la commission, expliquait-il, pouvaient s'exprimer en leur nom propre, mais pas au nom de la CNCJ, qui est un organe délégué par les évêques<sup>75</sup>. Par cette position, le cardinal s'alignait sur les évêchés étrangers, qui ne critiquèrent pas officiellement *We Remember*.

Soucieuse de répondre à la demande exprimée par des représentants de la communauté juive, la commission se trouva donc dans une position délicate puisque, d'une part, elle avait été interpellée par le Consistoire, qui demandait que l'Église de Belgique prenne position par rapport au document romain et, d'autre part, elle ne pouvait pas exprimer publiquement son opinion. Lors de sa réunion du 20 juin, la

---

<sup>73</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 2 », lettre de G. Passelecq à R. Hoet, 7.04.1998.

<sup>74</sup> Documents mis à disposition par H. Hoet, lettre de G. Passelecq à H. Hoet, 28.06.1998.

<sup>75</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 20.06.1998.

commission décida finalement de renoncer à une déclaration officielle, mais d'envoyer un avis à la conférence des évêques dans l'espoir que ceux-ci ne laisseraient pas le Consistoire sans réponse<sup>76</sup>. Au cours de cette réunion, des membres avaient insisté pour que, dans l'avis destiné à la conférence des évêques, on ne relève pas uniquement les difficultés posées par le document mais qu'on en souligne également les points positifs<sup>77</sup>.

Quelle est l'histoire de cette « note destinée aux évêques » de Belgique et rédigée par la CNCJ ? Avant de répondre à cette question, soulignons que l'objectif poursuivi par la note évolua entre les mois d'avril et juin 1998 : destinée au départ à susciter une réaction officielle de l'Église de Belgique suite à la publication du document romain, elle devint l'avis, transmis aux évêques, de la CNCJ concernant *We Remember*.

Venons-en à l'élaboration de ce texte. Comme cela avait été convenu lors de la réunion extraordinaire de l'OCJB (1.04.1998), le père Hendrik Hoet écrivit le 3 avril aux membres de la commission pour solliciter leur collaboration afin de rédiger la note<sup>78</sup>. Suite aux suggestions envoyées par différentes personnes, un premier avis destiné à la conférence des évêques fut rédigé. Le père Hoet l'envoya le 14 mai 1998 aux membres de la CNCJ, afin de savoir s'il pouvait transmettre ce texte aux évêques<sup>79</sup>. Au cours des mois de mai et juin 1998, certains membres de la CNCJ réagirent au document. Ils étaient tous satisfaits du texte élaboré, mais proposaient quelques modifications de fond et/ou de forme, de sorte qu'une deuxième version vit le jour. Ce texte comprenait un paragraphe supplémentaire par rapport au texte original. Dans la version finale (la troisième), ce paragraphe ne fut pas repris.

Après de longs mois (d'avril à août 1998) et de nombreux échanges de courriers, la troisième version reprenant l'avis de la CNCJ sur le document *We Remember* fut envoyée fin août au primat de Belgique en sa

---

<sup>76</sup>Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance ecclésiastique et documentation », lettre de G. Passelecq à R. Hoet, 22.06.1998.

<sup>77</sup>Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 20.06.1998.

<sup>78</sup>Documents mis à disposition par le père H. Hoet, lettre de R. Hoet aux membres de la commission, 03.04.1998.

<sup>79</sup>Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Documentation judéo-chrétienne 1 », lettre de R. Hoet aux membres de la commission, 14.05.1998.

qualité de président de la conférence épiscopale belge. Dans la lettre accompagnant le texte de la CNCJ, on pouvait lire que la commission estimait ne pas avoir à répondre à la demande de certains milieux juifs et chrétiens de prendre position officiellement par rapport au document romain sur la Shoah, mais qu'elle faisait parvenir aux évêques son opinion sur le texte, car elle était préoccupée des lacunes de ce document. Le père Hoet rappelait dans cette lettre l'insistance du Consistoire pour qu'il y ait une réaction du côté catholique suite à *We Remember* et, en tant que président de la CNCJ, il voulait tenir au courant les évêques des objections juives afin qu'elles puissent être transmises aux instances vaticanes concernées. Enfin, cette lettre contenait une suggestion nouvelle : comme la Belgique n'avait pas fait de déclaration de repentance avant le 16 mars 1998, contrairement à ses voisins européens, la CNCJ proposait que les évêques belges rendent publique une déclaration sur les interprétations erronées du Nouveau Testament, qui avaient véhiculé des sentiments et des comportements antijuifs à travers les siècles. Selon la CNCJ, une prise de position à ce sujet pouvait constituer à la fois un encouragement à une meilleure catéchèse et prédication dans l'Église, un pas sur le chemin de la réconciliation avec les Juifs et une aide à l'Église de Rome afin qu'elle pose un geste concret de réconciliation avec les Juifs à l'occasion du jubilé de l'an 2000<sup>80</sup>. Une copie de cette lettre fut également envoyée à Mgr Luk De Hovre – évêque délégué pour l'œcuménisme et les relations interreligieuses – qui trouva la réaction de la CNCJ par rapport au document romain claire et équilibrée<sup>81</sup>.

Que dit ce texte ? La première version est en substance le texte envoyé fin août au cardinal Danneels, si ce n'est qu'elle s'avère légèrement plus critique par rapport au document romain. Ce texte est divisé en cinq paragraphes :

1. Tout d'abord la CNCJ rappelle la déception que suscita le document romain sur la Shoah et elle exprime sa crainte de voir la collaboration entre Juifs et chrétiens ternie par les réactions négatives consécutives à ce texte.

---

<sup>80</sup> Documents mis à disposition par le père H. Hoet, lettre de H. Hoet au cardinal Danneels, 21.08.1998.

<sup>81</sup> Documents mis à disposition par le père H. Hoet, lettre de Mgr De Hovre à H. Hoet, 5.10.1998.



2. Dans un deuxième paragraphe, est souligné un aspect positif du document romain : l'enseignement de l'Église a été opposé à l'esprit de l'Évangile pendant des siècles, mais la commission ajoute à ce sujet qu'« il [le document romain] aurait pu affirmer plus clairement que cet enseignement antijuif est de fait coresponsable de la mentalité anti-juive dans laquelle l'antisémitisme païen aux racines extra-ecclésiales a pu s'enraciner ». La distinction faite par *We Remember* entre antiju-daïsme chrétien et antisémitisme païen peut, selon la commission, « trop facilement être interprétée comme une excuse, de sorte que le document n'est plus compris comme un acte de *teshouva* (repentir) ».

3. La CNCJ s'inquiète ensuite, car elle constate que ces interprétations erronées du Nouveau Testament sont encore trop présentes dans le discours des chrétiens, bien que des documents d'Église les réprouvent.

4. Le texte en vient dans un quatrième temps à la distinction faite par *We Remember* entre « l'Église » et « les fidèles ». Il dit que celle-ci relève de problèmes ecclésiologiques dépassant le cadre du dialogue judéo-chrétien. Cette distinction est interprétée par la CNCJ « comme un effort pour donner à l'Église d'aujourd'hui une assise capable de bannir le tenace enseignement antijuif dans l'Église catholique romaine ». Elle est heureuse de constater que « les évêques de Belgique soutiennent toutes les initiatives visant à rectifier de pareilles interprétations ».

5. La commission conclut son avis sur une note d'espoir : celui que *We Remember* ne soit qu'une étape dans le chemin du dialogue entre les Juifs et les chrétiens, dialogue qui est appelé à se poursuivre.

On le voit, cet avis de la CNCJ se voulait nuancé : tout en critiquant les lacunes de *We Remember*, il voulait aussi mettre en évidence ses avancées afin que les relations entre Juifs et chrétiens puissent s'approfondir. Comme signalé plus haut, on constate une différence notoire entre la deuxième et la troisième version du texte de la CNCJ : il s'agit de l'ajout d'un paragraphe entre le quatrième et le cinquième point. Dans ce paragraphe, la CNCJ exprimait son souhait de voir les évêques donner « suite à l'appel du pape pour la repentance et la conversion par rapport à l'attitude des chrétiens vis-à-vis des Juifs ». Elle estimait que les évêques n'avaient pas à se dire coupables des faits ayant eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale, car l'Église de Bel-

gique s'était « engagée dans les limites de ses possibilités à sauver des concitoyens juifs ». Mais comme l'Église n'avait pu empêcher la déportation des Juifs, la CNCJ posait la question : « Les chrétiens étaient-ils suffisamment vigilants ? Est-ce qu'ils ne se laissaient pas guider par des préjugés antijuifs traditionnels ? » Dès lors, estimait la CNCJ, « il y a lieu de demander pardon et de chercher des voies de repentance »<sup>82</sup>.

Pourquoi avoir supprimé ce paragraphe de la version définitive ? Nous savons que les avis des membres de la CNCJ concernant le rôle de l'Église de Belgique pendant la guerre divergeaient. Une lettre adressée par le secrétaire de la CNCJ à son président nous apprend qu'au sein de cette instance ecclésiale, on comptait des membres qui « [souhaitaient] rester bien sagement dans les rangs du clergé catholique, qui dit amen à tout ce qui vient de Rome ». Pour certains, l'Église n'avait rien à se reprocher et ils discutaient l'opportunité de faire une déclaration de repentance en Belgique étant donné qu'il n'y avait pas eu dans ce pays de gouvernement collaborateur comme en France<sup>83</sup>. On peut dès lors supposer que ce paragraphe ne rencontrait pas l'adhésion générale et qu'on préféra le supprimer. Si la suggestion de faire une déclaration de repentance ne trouva pas de place dans ce texte, elle fut cependant proposée au cardinal Danneels dans la lettre qui accompagnait la troisième version de l'avis de la CNCJ (*cf. supra*).

Le silence sembla de mise du côté catholique, les évêques ne réagissant pas à la lettre de la commission envoyée au cardinal Danneels. En octobre 1998, la commission attendait toujours une réaction. En revanche, un article assez critique de Robert Grosman, vice-président du Consistoire et président de la Commission des Relations pluralistes, ne passa pas inaperçu chez les membres de la CNCJ. Cet article parut dans les *Nouvelles consistoriales* de septembre 1998, ainsi que dans *De Stan-daard* du 17 octobre 1998. L'auteur revenait sur le document romain, s'interrogeant quant à l'état de la situation six mois après la publication du texte. D'un ton accusateur, il disait que les « demi-mesures ne satisfont personne [...], ne restaurent pas la confiance, mais confortent la méfiance en renforçant un sentiment de frustration ». Il terminait

---

<sup>82</sup> Documents mis à disposition par le père H. Hoet.

<sup>83</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance ecclésiastique et documentation », lettre de G. Passelecq à R. Hoet, 22.06.1998.

son article en rappelant que les Juifs attendaient toujours « avec confiance » l'appréciation de *We Remember* promise par la CNCJ<sup>84</sup>.

Cet article mit à nouveau en lumière la situation de plus en plus délicate dans laquelle se trouvait la commission nationale, écartelée entre la communauté juive qui demandait une réponse au document romain et l'épiscopat qui, ayant refusé que la CNCJ prenne position officiellement, se refusait à prendre l'initiative d'un texte<sup>85</sup>. Soucieux d'apaiser la situation, le bureau de la CNCJ – composé de Hendrik Hoet (président), Georges Passelecq (ancien secrétaire), Thaddée Barnas (secrétaire) et Luc Dequeker (ancien président) – avait suggéré une alternative : il avait proposé que le cardinal invite les membres du Consistoire à échanger sur *We Remember*. Cela ne se fit pas, Mgr De Hovre ayant trouvé que cette démarche n'était pas nécessaire<sup>86</sup>.

Devant cette situation de *statu quo*, le bureau de la CNCJ cherchait une solution tout en ne souhaitant pas lancer le débat sur le document romain dans la presse, ce qui eut ressemblé à une polémique lancée soit avec le Vatican, soit avec la communauté juive. Les membres du bureau imaginèrent une nouvelle idée : celle de fournir aux chrétiens catholiques (à qui le texte *We Remember* était principalement destiné) une explication. Celle-ci devait les aider à lire le document romain et à éclairer la part de responsabilité de l'Église catholique de Belgique dans la Shoah. Hendrik Hoet proposa donc que la commission rédige un « guide de lecture » positif de *We Remember*, guide qui serait édité comme « document officiel » de la commission. Dans une lettre adressée aux membres de la CNCJ, le président invitait ceux-ci à recueillir toutes les informations possibles sur l'attitude de l'Église belge pendant la Seconde Guerre mondiale et il les invitait à réfléchir à ce projet de guide de lecture<sup>87</sup>.

Ce projet fut mis sur le tapis lors de la première réunion de la CNCJ de l'année 1999. À ce moment-là, il était clair que les évêques de Belgique se refusaient à toute déclaration. La note que la commission

---

<sup>84</sup> R. Grosman, « Relations inter-religieuses et Shoah. La déclaration "*We Remember : a reflexion on the Shoah*" du Vatican ne deviendra-t-elle qu'un souvenir évanescent? », dans *Nouvelles consistoriales*, septembre 1998, pp. 2-3.

<sup>85</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 17.10.1998.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> Documents personnels du père M. Bogaert, fonds non classé, lettre de R. Hoet au nom du Bureau de la CNCJ aux membres de la commission, 30.11.1998.

avait rédigée était parvenue aux évêques. Le R.P. Hoeckman, secrétaire de la commission vaticane, avait été informé oralement de cette démarche. Lors de cette réunion de février 1999, on palpa la déception de la commission : déception parce que l'épiscopat belge ne s'engageait pas à publier une déclaration en dépit des encouragements prodigués par la commission en ce sens et déception parce que certains des interlocuteurs juifs reconnaissaient peu ou prou les efforts déployés par la commission dans ce domaine. Étant donné que l'épiscopat ne projetait pas de texte, on proposa que la commission en rédige un elle-même (guide de lecture de *We Remember*) comme cela avait été évoqué dans la lettre adressée par Hendrik Hoet aux membres de la commission (30.11.1998). Cette déclaration pouvait prendre la forme de réflexions sur la responsabilité de l'Église et de ses fils et filles, ainsi que sur la théologie de la substitution. Elle pouvait aussi jouer un rôle de pionnier en examinant de nouvelles voies afin d'éviter et de corriger l'enseignement du mépris. Luc Dequeker proposa de rédiger des réflexions en son nom propre en abordant les questions théologiques et éthiques. Il estimait que les questions concernant les rôles de Pie XII ou du cardinal Van Roey ne pouvaient pas être abordées sans avoir préalablement fait l'objet d'une recherche historique rigoureuse. Malgré les discussions autour de l'élaboration d'un document sur la repentance, la réunion se clôtura par l'abandon du projet. Il fut décidé que la commission ne ferait pas de déclaration. À la place, elle allait dresser la liste des initiatives visant à promouvoir une attitude positive des chrétiens envers les Juifs<sup>88</sup>.

Pourquoi cette marche arrière subite ? Différentes hypothèses peuvent être avancées. En premier lieu, le projet de déclaration de repentance ne semble pas avoir été porté par l'ensemble des membres de la commission. Au vu des sources, il apparaît que ce sont essentiellement les membres du bureau de la CNCJ – également membres de l'OCJB et par ce biais en contact plus direct avec les représentants de la communauté juive – qui portèrent ce projet à bout de bras. Ensuite, on constate que certains membres de la CNCJ avaient émis des réticences par rapport à une démarche de pardon de l'Église vis-à-vis des Juifs. Leurs arguments tournaient surtout autour de l'idée que l'Église

---

<sup>88</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 27.02.1999.

de Belgique n'avait rien à se reprocher et qu'elle avait fait tout ce qu'elle pouvait pendant la guerre pour aider les Juifs. Enfin, l'épiscopat belge n'avait pas encouragé la CNCJ à publier un texte officiel. Déléguée par les évêques, la commission dépendait de l'épiscopat et pouvait difficilement prendre des initiatives de manière indépendante.

Devant les réticences de différents membres de la commission, l'apparente indifférence de l'épiscopat et le peu de reconnaissance de certains Juifs par rapport aux efforts déployés en vue d'une repentance, le découragement ne l'a-t-il pas emporté ? Les personnes animées par ce souci n'étaient en effet pas légion. Le jour de cette réunion de la commission, leur nombre diminua encore. En effet, l'un des artisans du dialogue en Belgique et grand promoteur de la repentance, le père Georges Passelecq, s'éteignit ce jour-là. La coïncidence entre la décision de s'abstenir de déclaration et le décès du moine bénédictin – tout involontaire qu'elle ait évidemment été (les membres de la CNCJ n'ont appris le décès qu'après la réunion) – méritait d'être soulignée.

En définitive, on peut se demander si ce projet n'était pas porté par trop peu de personnes. Les difficultés à surmonter étant nombreuses et les encouragements pour ainsi dire absents, n'était-il pas illusoire d'espérer qu'un texte de repentance de l'Église belge vît le jour ?

#### **De 1999 à 2000 : une lettre pastorale en guise de repentance ?**

Avec le décès du père Passelecq, le souci d'une repentance belge s'est-il éteint ? Répondre positivement reviendrait à ne pas tenir compte des efforts déployés par certains dans leur recherche d'une voie pour la repentance. Ce qui est le cas du travail accompli par le président de la CNCJ, le père Hendrik Hoet.

Après la réunion de février 1999 de la CNCJ, le prêtre anversois échangea plusieurs lettres avec le primat de Belgique. Bien que la commission ait décidé de ne pas exprimer de repentance, le président espérait toujours des évêques belges quelque publication en ce sens. Il rappela au cardinal ce qui avait été fait par les conférences épiscopales catholiques des pays d'Europe. Dans une lettre du 20 avril, Hendrik Hoet proposait que les évêques déclarent que l'Église catholique « a contribué par la catéchèse, la prédication, la liturgie et l'enseignement

théologique à un climat anti-judaïque, différent de la doctrine et de la pratique de Notre-Seigneur ». Le cardinal Danneels avait répondu brièvement qu'il étudierait la question.

Suite à cette nouvelle interpellation, l'archevêque de Malines-Bruxelles mit « la commission nationale catholique pour les relations avec le monde juif » à l'ordre du jour de la réunion de la conférence épiscopale du 20 mai 1999. À cette date, le cardinal fit connaître aux évêques la suggestion faite par le président de la CNCJ mais ceux-ci, persuadés « que l'Église catholique en Belgique n'[avait] rien à se reprocher en ce qui concerne le Shoa [sic] », estimèrent qu'elle n'avait « pas de confession à faire ». En conclusion, ils décidèrent d'aborder en quelques lignes la question de l'enseignement chrétien concernant les Juifs dans leur lettre pour le jubilé de l'an 2000<sup>89</sup>. Ils communiquèrent au père Hoet un projet non définitif. Il s'agissait d'une note de trois lignes. Au cours de la réunion de la CNCJ du 19 juin, la discussion tourna notamment autour de ces trois lignes. Certains rappelèrent une nouvelle fois le caractère délicat du problème de la repentance compte tenu du fait que la Belgique n'avait pas connu un régime comparable à celui de la France de Vichy. Mais plusieurs autres membres émis des critiques par rapport à la note des évêques. Ils la jugeaient trop peu claire en ce qui concernait la responsabilité des autorités ecclésiastiques qui, à travers les âges, avaient toléré, voire favorisé l'enseignement de doctrines ayant abouti au mépris et à la haine des Juifs<sup>90</sup>.

Les remarques à ce sujet furent transmises aux évêques, mais c'est un texte non modifié qui fut publié en septembre 1999. Dans la *Lettre des évêques de Belgique pour le jubilé de l'an 2000*, on pouvait lire le texte suivant : « Dans le contexte actuel, les termes “évangélisation” ou “mission” sont souvent confondus avec des attitudes importunes ou intolérables vis-à-vis d'autres philosophies ou religions. Si, en tant que chrétiens, nous nous sommes laissés aller à des “méthodes d'intolérance et même de violence dans le service de la vérité” (cf. *Tertio Millennio Adveniente*, 1995, § 35), nous devons en exprimer honnêtement le regret. Ainsi, nous devons reconnaître que des considérations anti-juives ont de temps à autre déformé la catéchèse chrétienne, la prédication et la théolo-

---

<sup>89</sup> Archives du service de presse de la conférence épiscopale communiquées par J.-P. Delville, compte-rendu de la réunion du 20.05.1999 de la conférence épiscopale.

<sup>90</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 19.06.1999.

gie, contribuant ainsi à entretenir un climat hostile aux Juifs. Le vrai témoignage chrétien ne se fera qu'avec humilité et dans le respect des autres. C'est donc avec modestie que nous devons oser affirmer nos convictions. »<sup>91</sup>

Pour faibles qu'elles soient, ces quelques lignes constituent la prise de position officielle de l'Église de Belgique à l'égard des Juifs. Si ce sujet a été abordé par les évêques dans leur lettre pour le jubilé, le mérite en revient à la CNCJ et surtout à son président qui, sans relâche, a suggéré que l'Église de Belgique élabore une déclaration de repentance. La commission regretta cependant que les évêques n'aient pas tenu compte des remarques formulées lors de leur réunion du 19 juin pour élaborer leur lettre<sup>92</sup>. Les évêques n'avaient en effet pas jugé opportun d'être plus explicites concernant la responsabilité des autorités ecclésiastiques. Ils avaient préféré aborder de manière plus générale la question de la responsabilité chrétienne dans « l'enseignement du mépris » à l'égard des Juifs. N'allant pas au-delà de ces considérations, la lettre n'évoquait pas la situation concrète de la Belgique, le rôle direct et indirect de l'Église dans l'entretien de préjugés antijuifs chez les chrétiens dans le processus ayant mené à la Shoah, le silence de l'évêque de Malines ainsi que de celui de l'ensemble de l'épiscopat belge lors des déportations juives, etc. Il était encore moins question de demander pardon pour ces défaillances de l'institution.

Pourquoi un tel silence de la hiérarchie belge ? Les évêques belges interrogés à ce sujet par la commission nationale se justifièrent en soulignant que les données historiques belges avaient été différentes de celles rencontrées en France : il n'y a pas eu de "Vichy belge". Le « même son de cloche » fut relevé par le père Thaddée Barnas, moine de Chevetogne, secrétaire de la Commission nationale catholique pour les Relations entre Chrétiens et Juifs depuis 1996. Il avait ainsi amèrement qu'il y a, au sein de la hiérarchie catholique, du monde catholique et même de la commission, l'idée assez répandue que « l'Église de Belgique n'a rien à se reprocher », que « l'Église catholique de Belgique a fait tout ce qu'elle pouvait ». Toujours selon les dires du père Barnas, on mettait souvent en parallèle le silence du cardinal Van

---

<sup>91</sup> Conférence des évêques de Belgique, *L'an 2000 : année du jubilé* (Déclarations des évêques de Belgique. Nouvelle Série, 27), Bruxelles, Licap, 1999, p. 25.

<sup>92</sup> Compte rendu de la réunion de la CNCJ, 16.10.1999.

Roey et la prise de position des évêques hollandais, qui dénoncèrent publiquement au cours de l'été 1942 les persécutions contre les Juifs. Celle-ci eut pour conséquence la déportation de tous les catholiques d'origine juive. On se demandait alors : « qui a eu raison ? »<sup>93</sup> Interrogé au sujet de la repentance, le cardinal Danneels expliquait quant à lui le « silence » de l'Église de Belgique sur cette question par un souci de « prudence ». La situation s'expliquait à son sens par la volonté de « ne plus remuer le couteau dans la plaie », de « ne pas attiser le feu » et de « garder un certain calme ». De plus, ajoutait-il, contrairement à leurs confrères français, les évêques belges n'ont pas l'habitude de « multiplier les déclarations », d'autant plus que le nombre d'évêques belges est bien moindre que le nombre d'évêques français<sup>94</sup>.

Mgr Guy Harpigny, évêque de Tournai et membre de l'OCJB depuis 2003, fournit une information susceptible d'apporter un éclairage supplémentaire à la question relative au silence de l'Église de Belgique : bien qu'il n'y ait pas un dialogue plus important qu'un autre, disait-il, les évêques consacrent plus de temps aux questions touchant les musulmans. Cela s'explique par leur nombre, par le fait que les questions les concernant sont très complexes et touchent parfois à la sécurité de l'État. Même si, théologiquement, les catholiques sont plus proches des Juifs, poursuivait-il, dans la pratique la conférence des évêques leur consacre moins de temps car ils causent moins de problèmes<sup>95</sup> ! Voilà peut-être une autre raison qui expliquerait la « non-repentance » belge : les évêques de Belgique – peu nombreux pour gérer toutes les questions relatives à la vie ecclésiale belge – ne trouvèrent peut-être pas le temps de réfléchir sérieusement à l'élaboration d'une déclaration de repentance.

Le nombre restreint des évêques belges, leur habitude de ne pas multiplier les déclarations, le fait qu'ils consacrent plus de temps aux questions relatives à l'islam, leur souci de prudence qui les incite à ne pas « remuer le couteau dans la plaie », la spécificité des données belges par rapport à celles connues pour la France... autant de raisons qui peuvent expliquer le silence de l'épiscopat belge à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>93</sup> Entretiens avec le père J.-P. Sonnet, 21.01.2006 et avec le père Th. Barnas 11.04.2006.

<sup>94</sup> Entretien avec le cardinal G. Danneels, 7.02.2007.

<sup>95</sup> Entretien avec Mgr G. Harpigny, 23.11.2006.



Poursuivons notre réflexion. Parmi les raisons « officieuses » du silence des évêques belges, on peut se demander si leur méconnaissance de l'histoire de la Shoah et leur conviction que l'Église de Belgique et son primat avaient tout fait pour aider les Juifs pendant la guerre n'ont pas joué un rôle important dans ce non-dit. S'engager dans un processus de repentance aurait nécessité une importante enquête préalable sur le rôle de l'Église de Belgique pendant la Shoah. Malgré l'étude initiée par le CEGES concernant la *Vie et attitude des catholiques belges sous l'occupation*, il reste en effet de nombreuses zones d'ombre en ce qui concerne l'attitude des catholiques belges à l'égard des Juifs<sup>96</sup>. En définitive, n'est-ce pas la peur qui a prévalu ?

Si l'on regarde au-delà de la frontière, on remarque qu'en France, la démarche de repentance fut loin d'être évidente. Elle aboutit grâce au soutien de quelques personnalités et surtout grâce à celui de l'archevêque de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger. Afin d'établir avec rigueur la responsabilité de l'Église de France à l'époque de la Shoah, trois historiens – François et Renée Bédarida, ainsi que le père Jean Dujardin – étudièrent avec soin les archives du cardinal Emmanuel Suhard, archevêque de Paris de 1940 à 1949, ainsi que celles de l'Assemblée des cardinaux et archevêques durant la guerre<sup>97</sup>. Après avoir franchi de multiples difficultés, la déclaration de repentance fut lue le 30 septembre 1997. Il est intéressant de faire remarquer que ce qu'on appelle traditionnellement « la déclaration de repentance des évêques français » porte mal son nom. En effet, la déclaration de repentance n'était pas le fruit d'une décision prise par la conférence épiscopale, et encore moins par les évêques français. En réalité, les promoteurs de la repentance ayant essuyé de nombreux refus de la part des évêques, lesquels ne souhaitaient pas faire une telle démarche, durent changer de stratégie : au lieu d'obtenir l'assentiment de l'ensemble de l'épiscopat français, ils cherchèrent à arracher celui des évêques des lieux où s'étaient trouvés des camps d'internement. Ces derniers acceptèrent – à une exception près – de signer la déclaration. Le texte lu à Drancy apparaît comme un consensus. Les trente signatures qui lui sont apposées donnèrent au document le titre de « déclaration de

---

<sup>96</sup> F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*

<sup>97</sup> AHAP-Archives historiques de l'Archevêché de Paris ; CNAEF-Centre national des archives de l'Église de France.

l'épiscopat français » alors que la situation concrète était bien plus complexe<sup>98</sup>.

Ce détour par l'histoire de la repentance française n'est pas inutile à notre propos. En effet, il montre que cette déclaration de Drancy pour laquelle on a tant loué le courage des évêques n'a pas été simple à mettre en place et était loin d'être le fruit d'un changement de mentalités de l'épiscopat français dans son ensemble. Ce texte dérangeait la plupart des évêques. Dans un petit pays comme la Belgique, il n'est sans doute pas faux de penser qu'une déclaration de repentance de l'Église devait effrayer l'épiscopat. Le cardinal Danneels parlait d'ailleurs de « prudence belge ». Selon lui, la Belgique – pays aux deux communautés, aux deux cultures, aux deux sensibilités – tient par un « miracle d'équilibre »<sup>99</sup>.

Mieux valait éviter de susciter de nouveaux remous au sein d'une Belgique fragilisée par de récurrents problèmes communautaires. Voilà peut-être ce que craignait aussi l'épiscopat. On n'aura garde d'oublier à ce propos qu'il y eut la différence entre le nord et le sud du pays dans l'application de la « solution finale ». Les administrations locales adoptèrent des attitudes variables d'une ville à l'autre. En pays anversois, elles se montrèrent plus conciliantes face à la législation antijuive que dans la région bruxelloise<sup>100</sup>. Revenir sur ces questions sensibles, n'était-ce pas prendre le risque de raviver les blessures ?

Outre la peur ou la prudence belge, un autre trait caractéristique mérite d'être relevé : les Belges, et particulièrement les Flamands, sont peu loquaces et moins revendicateurs que les Français. À ce sujet, le cardinal faisait remarquer que les représentants de la communauté juive n'avaient pas exprimé officiellement le souhait que l'Église de Belgique demande pardon. Il est vrai que, si l'on s'en tient au propos du Consistoire, on peut remarquer que son président Georges Schnek avait demandé que les évêques belges réagissent au document romain de 1998, nullement que l'Église de Belgique publie une déclaration de repentance. Interrogé à ce sujet, Georges Schnek expliquait que les

---

<sup>98</sup> Entretiens avec le cardinal J.-M. Lustiger, 24.06.2006 et avec le père J. Dujardin, 24.04.2009 ; T. Hebbelinck, *op. cit.*, pp. 126-128.

<sup>99</sup> Entretien avec le cardinal G. Danneels, 7.02.2007.

<sup>100</sup> L. Saerens, « L'aide des catholiques aux juifs dans l'archevêché de Malines », dans F. Maerten e.a. (éd.), *op. cit.*, Gerpinnes, 1999, p. 209.

Juifs estimaient que ce n'était pas à eux de s'enquérir d'une éventuelle demande de pardon<sup>101</sup>.

Toutes ces réflexions et hypothèses destinées à expliquer le silence de l'épiscopat belge concernant la Shoah à la fin du XX<sup>e</sup> siècle mettent en lumière la difficulté de demander pardon. En effet, la repentance est quelque chose de difficile, qui interroge les consciences et nécessite le réexamen d'une histoire douloureuse. C'est une démarche à laquelle les "plus catholiques" n'étaient pas forcément prêts en 2000.

### **Conclusion : le silence de l'Église de Belgique, un compromis à la belge ?**

Le souci de demander pardon aux Juifs pour les actes commis par l'Église à leur égard au cours de son histoire et pour son silence pendant la guerre était une préoccupation commune des épiscopats des pays d'Europe ayant connu l'occupation nazie. En Belgique, ce souci était porté par un nombre assez restreint de personnes. Un des fers de lance de cette démarche fut le père Georges Passelecq, qui avait à cœur que les évêques fassent une déclaration de repentance. Il partageait ce souhait avec le président de la commission, le père Hoet, qui – comme nous l'avons vu – engagea de nombreuses démarches en vue d'obtenir de l'épiscopat un texte de repentir. On retrouve d'autres promoteurs parmi les catholiques sensibilisés à cette problématique. La plupart d'entre eux se trouvait dans la CNCJ, notamment le secrétaire, le père Thaddée Barnas, et le professeur Luc Dequeker qui, de son côté, travailla beaucoup sur la question du « Sacrement du Miracle ».

Concernant l'élaboration d'un texte de repentir, la situation belge se distinguait de celle des autres pays européens tels la France, l'Allemagne, la Pologne ou les Pays-Bas. En effet, les évêques de ces pays avaient publié une déclaration de repentance avant le texte *Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah* de la commission pour les rapports religieux avec le judaïsme du Saint-Siège (16.03.1998). Suite à cette publication romaine, deux choses se trouvèrent mêlées en Belgique au sein de la Commission nationale catholique pour les Relations avec le Judaïsme : la volonté de réagir au document romain et le sou-

---

<sup>101</sup> Entretiens avec le cardinal G. Danneels, 7.02.2007 et avec G. Schnek, 11.02.2009.

hait de procéder à une déclaration de repentance comme cela avait été le cas dans les autres pays. Mais, étant donné le caractère tardif d'une telle déclaration, la CNCJ proposa une démarche qui se singularisait par rapport à ce qui avait été fait. Elle souhaitait que l'épiscopat belge publie un texte dans lequel l'Église catholique de Belgique avouerait que son enseignement avait contribué à l'établissement d'un climat antijuif contraire à l'Évangile.

Dans cette volonté d'engager une démarche de pardon, il a semblé par moments que la commission ne recevait pas le soutien des évêques. On a pu parler d'opposition entre la CNCJ et l'épiscopat, de désolidarisation et de désintérêt des évêques de Belgique. Or, présenter les choses d'une telle manière revient à simplifier la réalité. Voici ce que disait le président de la CNCJ : « Je ne crois pas qu'il est question dans ce domaine de jouer la commission contre les évêques, ou d'accuser qui que ce soit de manque de courage ». Lors de l'entretien qu'il avait eu avec le cardinal (17.06.1998), Hendrik Hoet avait constaté qu'ils étaient tous deux d'accord pour contribuer à établir un dialogue constructif<sup>102</sup>.

Si la Belgique n'exprima pas sa repentance à l'égard des Juifs, les raisons de son silence sont multiples et complexes comme nous avons essayé de le montrer : situation belge différente de celle constatée en France ; nombre d'évêques restreint ; peur et manque de connaissance de la réalité historique ; peu ou pas de revendications de la part de la communauté juive ; souci de préserver un climat de paix, etc. La commission multiplia les démarches envers les évêques pour les sensibiliser à la question de la repentance. Elle réussit seulement à obtenir de l'épiscopat belge qu'il écrive quelques phrases dans la lettre des évêques pour le jubilé de l'an 2000. Dans celle-ci, l'Église de Belgique reconnaissait qu'un climat hostile à l'encontre des Juifs avait été entretenu au cours des siècles par des considérations antijuives transmises dans la catéchèse, la prédication et la théologie catholique.

L'« excuse » rencontrée le plus couramment pour expliquer la « non-repentance » belge était que l'Église de Belgique n'avait rien à se reprocher. C'était déjà un sujet de controverse en 1997 entre Robert Verdussen et Louis Davids, comme nous l'avons vu plus haut. Ce le fut dans la CNCJ. De même, ce fut un argument repris par les évêques

---

<sup>102</sup> Archives de Maredsous, documents Passelecq, carton « Correspondance 1 », lettre de R. Hoet à G. Passelecq, 3.07.1998.

pour expliquer leur silence. Dans cette controverse sur l'attitude de l'Église belge pendant la Shoah, il est intéressant de donner le point de vue de deux universitaires : Guy Jucquois et Pierre Sauvage, tous deux professeurs émérites, respectivement de l'Université catholique de Louvain et des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur. D'après eux, les Belges ont, en de nombreuses occasions, développé le « sens du compromis ». Il en résulte qu'ils ont, d'une manière générale, moins tendance que dans d'autres pays à radicaliser une situation. Cela pourrait contribuer à expliquer l'attitude et le silence du clergé belge pendant la Shoah. Si certains chrétiens et membres du clergé prirent position en Belgique pour dénoncer l'antisémitisme, ils le firent de manière discrète et prudente, de sorte qu'ils n'eurent presque pas d'écho dans les milieux catholiques traditionnels. De plus, le cardinal Van Roey demanda la cessation de ces activités. Les deux professeurs concluaient la partie de leur ouvrage consacrée aux « Juifs et catholiques de Belgique de 1918 à 1945 » en disant : « Sans doute l'antisémitisme nazi était-il sous-évalué. Mais ne serait-ce pas d'abord en vertu de cette fameuse prudence belge ? En l'occurrence, elle s'alliait à la prudence traditionnelle de l'Église. Sans doute la majorité du clergé ne partageait pas l'idéologie fasciste ou nazie. Mais les circonstances auraient exigé des condamnations sans appel. »<sup>103</sup>

Si l'Église de Belgique a pu, aux yeux de certains, manquer à son devoir en ne dénonçant pas publiquement les mesures prises à l'encontre des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, pourquoi n'a-t-elle pas fait de déclaration de repentance ? Qu'il nous soit permis, pour conclure, de poser les questions suivantes : ne doit-on pas voir dans le silence de l'épiscopat belge concernant la repentance, ainsi que dans le peu de revendication émanant de la communauté juive belge, la résultante d'une « spécificité belge » caractérisée, comme l'écrivaient Guy Jucquois et Pierre Sauvage, par une certaine « prudence belge » et par le « sens du compromis à la belge » ? Dans cette perspective, la lettre des évêques belges pour le jubilé de l'an 2000 et les trois phrases relatives aux Juifs ne seraient-elles pas le résultat d'un « compromis » entre une repentance officielle et un silence qui aurait pu paraître as-

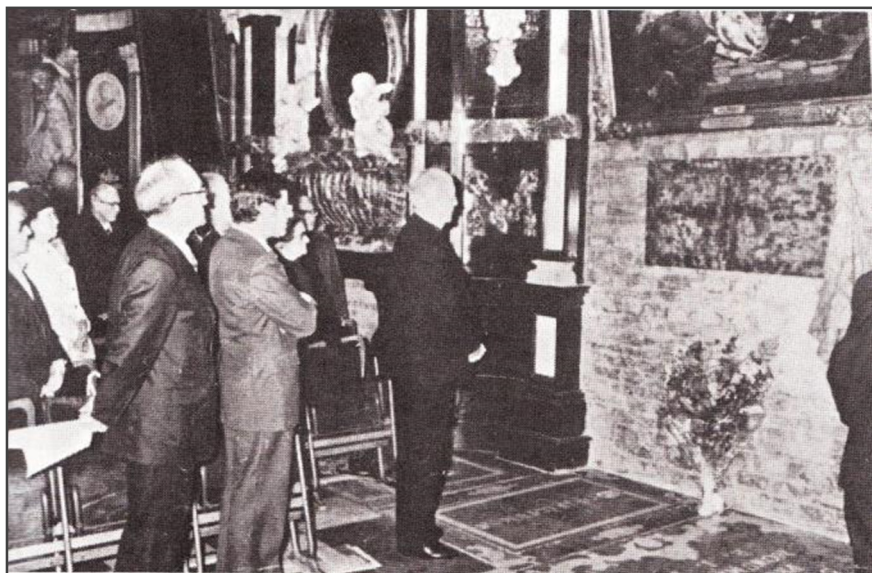
---

<sup>103</sup> G. Jucquois et P. Sauvage, *op. cit.*, pp. 162-188.

sourdissant au vu des repentances allemande, polonaise, hollandaise et française?



Le père Rik Hoet, président de la Commission nationale catholique pour les Relations avec le Judaïsme (CNCJ). © Archives privées.



Inauguration de la plaque à la mémoire des Juifs accusés de profanation du Saint-Sacrement à la cathédrale Saint-Michel et Gudule, le 17 novembre 1977. © MJB